

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 775

[2008/200755]

28 FEVRIER 2008. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant les arrêtés du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatifs aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et dans le marché du gaz et du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale d'avis de coupure

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, notamment l'article 34, 1^o, a), b) et d), et 2^o, a) et c);

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, notamment l'article 32, 1^o et 2^o, et les articles 33, 1^o et 3^o, 36, § 1^{er}, et 46;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure;

Vu l'avis de la CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 du 3 décembre 2007;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis 43.979/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 janvier 2008, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité*

Article 1^{er}. L'article 2, 9^o, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité est remplacé comme suit :

« 9^o "règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution": l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2007 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution en Région wallonne et l'accès à ceux-ci ».

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le fournisseur est tenu de répondre dans les dix jours ouvrables à toute demande de fourniture introduite par un client et de lui remettre une proposition de contrat de fourniture.

Lorsque ce client est un client résidentiel, la proposition de contrat contient à tout le moins :

1^o les dispositions relatives aux clients protégés;

2^o les dispositions relatives au compteur à budget avec ou sans limiteur de puissance;

3^o la procédure en cas de défaut de paiement;

4^o la procédure d'information à respecter en cas de déménagement, dont, notamment, l'utilisation du formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut, celui établi par la CWaPE. »

Art. 3. Il est inséré un article 3bis au même arrêté libellé comme suit :

« Art. 3bis. En cas de déménagement, la fourniture par le fournisseur avec lequel le client a conclu un contrat ou, le cas échéant, celle assurée par le fournisseur désigné, se poursuit à la nouvelle adresse du client selon les mêmes conditions.

Cette poursuite de fourniture ne s'applique pas dans les cas suivants :

1^o si le client résilie le contrat de fourniture à compter de la date de déménagement;

2^o si le client conclut un contrat avec un autre fournisseur à compter de la date de déménagement;

3^o si le client déménage à l'étranger ou dans une autre Région;

4^o si le client emménage à l'adresse d'un autre client ayant déjà un contrat de fourniture. »

Art. 4. L'article 4, § 1^{er}, du même arrêté est modifié comme suit :

1^o le point "g" est complété comme suit :

« Le coût lié aux certificats verts est identifié spécifiquement et ne peut en aucun cas être compris dans le poste relatif aux taxes et redevances. »;

2^o il est inséré un point "n)" rédigé comme suit :

« n) la procédure d'information à respecter en cas de déménagement, le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique permettant de joindre le service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements. Via ces moyens de contact, le client peut obtenir une copie du formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut celui établi par la CWaPE. »

Art. 5. L'alinéa 3 du § 1^{er} de l'article 6 du même arrêté est complété par ce qui suit : "La prise en compte de ces risques ne peut avoir lieu que via la constitution d'une garantie bancaire, ou d'autres sûretés. Le montant demandé par le fournisseur ne peut être supérieur à trois mois de consommation moyenne annuelle correspondant à la catégorie de client dont fait partie le client résidentiel concerné.

Aucune garantie bancaire, ou autres sûretés ne peut être imposée, tant par le fournisseur désigné que par le fournisseur choisi, en cours d'exécution d'un contrat."

Art. 6. Il est inséré un article *6bis* au même arrêté, rédigé comme suit :

« Art. *6bis*. En cas de déménagement, le fournisseur reste en charge du point d'accès concerné jusqu'à trente jours calendrier après sa demande visée à l'article *22bis*, alinéa 1^{er}. »

Art. 7. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1^o le point 9^o du § 1^{er} est complété comme suit : "Ce coût est identifié spécifiquement et ne peut en aucun cas être compris dans le poste relatif aux taxes et redevances;"

2^o les points suivants sont ajoutés au § 1^{er}, *in fine* :

« 15^o les moyens de contact (téléphone, adresse électronique, fax,...) du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai endéans lequel une réponse sera apportée à toute demande formulée par le client. Ce délai ne peut dépasser dix jours ouvrables. La réponse motivée doit, à tout le moins, mentionner si la demande est fondée ou non ou si elle doit être examinée davantage;

16^o le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations relatives à la procédure de déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou à défaut, celui établi par la CWaPE. »;

3^o les points suivants sont ajoutés au § 2, *in fine* :

« 7^o les moyens de contact (téléphone, adresse électronique, fax,...) du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai endéans lequel une réponse sera apportée à toute demande formulée par le client. Ce délai ne peut dépasser dix jours ouvrables. La réponse motivée doit, à tout le moins, mentionner si la demande est fondée ou non ou si elle doit être examinée davantage;

8^o le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations relatives à la procédure de déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou à défaut, celui établi par la CWaPE. »;

4^o les paragraphes suivants sont ajoutés *in fine* :

« § 3. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client final, une facture de régularisation. Cette facture doit être établie au plus tard dans les soixante jours suivant la date maximale de transmission au fournisseur des données issues du relevé des compteurs opéré par le gestionnaire de réseau et prévue dans le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution.

Pour les clients disposant d'un compteur à budget actif, le gestionnaire de réseau de distribution est tenu, en cas d'index estimés, d'ajuster celui-ci au moyen du dernier index connu au travers du rechargement de la carte du compteur à budget.

En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop perçu devra être effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de régularisation.

§ 4. Dès lors qu'il est mis fin au contrat de fourniture par l'une ou l'autre des parties, une facture de clôture doit être établie par le fournisseur dans les soixante jours suivant la date de communication du relevé des compteurs transmis par le gestionnaire de réseau à la demande du fournisseur. En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop perçu devra être effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

Dans le cas où une garantie bancaire ou une autre sûreté au sens de l'article 6, alinéa 3, a été constituée par le client en début de contrat et si l'intégralité des consommations a été payée par le client au moment de la clôture de son contrat, ladite garantie doit être libérée dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture. »

Art. 8. Il est inséré un article *8bis* au même arrêté, rédigé comme suit :

« Art. *8bis*. Les fournisseurs sont tenus de mettre en place un point de contact téléphonique et une adresse électronique accessibles uniquement aux centres publics d'action sociale dans le cadre de leurs missions. »

Art. 9. Un nouvel article *10bis* est ajouté à la section 1^{re} du chapitre II du même arrêté, libellé comme suit :

« Art. *10bis*. Le fournisseur est tenu de respecter un délai de préavis de deux mois minimum pour renoncer au contrat à durée indéterminée ou pour s'opposer à la reconduction tacite d'un contrat à durée déterminée de clients résidentiels. »

Art. 10. L'article 13 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o le point 1^o de l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : "1^o d'imprimer et de diffuser avec les factures visées à l'article 7 tout document déterminé par le Ministre relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie. Dans ce dernier cas, le document est établi sur proposition ou après avis de la CWaPE et dans tous les cas après concertation des fournisseurs et des gestionnaires de réseaux de distribution.";

2^o l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 11. A l'article 16, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté les mots "trente jours" sont remplacés par les mots "quarante jours".

Art. 12. Il est inséré un article *21bis* au même arrêté, rédigé comme suit :

« Art. *21bis*. Les gestionnaires de réseau de distribution sont tenus de mettre en place un point de contact téléphonique et une adresse électronique accessibles uniquement aux centres publics d'action sociale dans le cadre de leurs missions. »

Art. 13. Les mots suivants "Sans préjudice de l'article *22bis*," sont ajoutés au début de l'alinéa 2 de l'article 22 du même arrêté.

Art. 14. Un article *22bis* est inséré dans le même arrêté, libellé comme suit :

« Art. *22bis*. Lorsque le gestionnaire de réseau de distribution est informé par un fournisseur, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'informations, qu'en raison du déménagement d'un de ses clients, ce fournisseur ne doit plus être enregistré comme fournisseur du point d'accès concerné, et dans la mesure où ce gestionnaire ne dispose d'aucune information relative à l'enregistrement d'un nouveau fournisseur de ce même point d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution est tenu de prendre contact, par écrit, avec le nouvel utilisateur du point d'accès du réseau de distribution ou le propriétaire de l'immeuble dans les cinq jours ouvrables afin de déterminer le nouveau fournisseur de ce point d'accès.

Si le nouvel utilisateur du point d'accès ou le propriétaire de l'immeuble où se trouve le point d'accès dispose d'un contrat de fourniture ou s'il est fourni par un fournisseur désigné, il est invité par le gestionnaire du réseau de distribution à prévenir son fournisseur actuel de son déménagement.

Si le nouvel utilisateur du point d'accès ou le propriétaire de l'immeuble ne dispose d'aucun contrat de fourniture, il est invité par le gestionnaire du réseau de distribution à conclure un contrat de fourniture avec un fournisseur dans les dix jours calendrier.

Si le nouvel utilisateur du point d'accès ou le propriétaire de l'immeuble ne donne aucune suite à la demande du gestionnaire du réseau de distribution dans le délai susmentionné de dix jours calendrier, le gestionnaire du réseau de distribution met en œuvre une procédure de régularisation.

Le Ministre détermine les modalités de cette procédure de régularisation.

Si au terme de cette procédure de régularisation aucun fournisseur n'a été enregistré pour le point d'accès concerné, le gestionnaire de réseau de distribution procède à la suspension de la fourniture d'électricité, selon les modalités déterminées par le Ministre.

A partir du 31^e jour suivant la demande du fournisseur portant sur la suppression de son enregistrement au point d'accès concerné, le gestionnaire du réseau de distribution est tenu de prendre en charge l'alimentation du point d'accès jusqu'au terme de la procédure de régularisation. »

Art. 15. Le point 1^o de l'alinéa 1^{er} de l'article 25bis est remplacé par ce qui suit : "1^o d'imprimer et de diffuser tout document déterminé par le Ministre relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie. Dans ce dernier cas, le document est établi sur proposition ou après avis de la CWaPE et dans tous les cas après concertation des fournisseurs et des gestionnaires de réseaux de distribution."

Art. 16. L'article 27 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est complété comme suit : "Le fournisseur accuse réception dudit courrier dans un délai de cinq jours ouvrables. Cet accusé de réception mentionne si la fourniture d'électricité sera assurée ou non au tarif social spécifique.";

2^o un § 4, rédigé comme suit, est ajouté, *in fine* :

« § 4. Si le client alimenté par le gestionnaire de réseau de distribution perd sa qualité de client protégé, le gestionnaire de réseau de distribution l'invite à conclure dans les deux mois un contrat avec un fournisseur. Si le client ne dispose pas d'un contrat à l'expiration de ce délai, le gestionnaire de réseau peut introduire auprès de la Commission une demande motivée en vue de procéder à la suspension de la fourniture d'électricité. »

Art. 17. L'article 30 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 4^o, les mots "le fournisseur lui adresse, par recommandé, une mise en demeure" sont supprimés;

2^o l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant : "Le fournisseur adresse au client, par courrier recommandé, une mise en demeure qui précise qu'à défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le client sera considéré comme en défaut de paiement et qu'un compteur à budget lui sera placé d'office."

Art. 18. Le § 5 de l'article 31 du même arrêté est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 5. Le Ministre détermine la procédure de placement du compteur à budget. Le délai de placement ne peut excéder quarante jours suivant la date de réception de la demande visée au § 1^{er}.

Le dépassement de ce délai emporte, notamment, la suspension du contrat de fourniture et la substitution durant cette suspension, du gestionnaire de réseau de distribution, au fournisseur à titre temporaire. »

Art. 19. L'article 33 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o au § 1^{er}, les mots "dans les quinze jours" sont remplacés par les mots suivants "dans les quarante jours";

2^o le § 3 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 3. Le Ministre détermine la procédure d'activation de la fonction à prépaiement. Le délai d'activation ne peut excéder quarante jours suivant la date de réception de la demande visée au § 1^{er}. »

Art. 20. A l'article 37 du même arrêté, la phrase suivante est ajoutée *in fine* :

« Le fournisseur qui a demandé le placement d'un compteur à budget ou l'activation de la fonction à prépaiement, est tenu d'annuler sa demande en cas d'apurement de la dette du client résidentiel. Le Ministre détermine les modalités d'application de l'annulation de la demande de placement du compteur à budget et de l'activation de la fonction à prépaiement. »

Art. 21. Une section 3bis est insérée dans le chapitre IV du même arrêté, libellée comme suit :

« Section 3bis. — Fourniture à titre temporaire pendant la période hivernale du client résidentiel non protégé dont le contrat a été résilié ou est venu à échéance pendant cette même période. »

Art. 22. Un article 37bis est inséré dans la nouvelle section 3bis du chapitre IV du même arrêté, libellé comme suit :

« Art. 37bis. Le gestionnaire du réseau de distribution est tenu d'assurer, à titre temporaire, pendant la période d'interdiction de coupure visée à l'article 46, § 2, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, la fourniture électrique du client résidentiel non protégé dont le contrat a été résilié ou est arrivé à échéance durant cette même période et qui, au terme du contrat ou du délai de résiliation, n'a pas signé de contrat avec un nouveau fournisseur.

A cet effet, le fournisseur avertit le gestionnaire de réseau de distribution de la situation visée à l'alinéa 1^{er}, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'information.

La fourniture d'électricité au client résidentiel non protégé par le gestionnaire de réseau de distribution s'effectue conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 1^{er} juin 2004 fixant les prix maximaux pour la fourniture d'électricité par les gestionnaires de réseaux de distribution aux clients finals dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 20, § 2, de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité.

Quinze jours avant la fin de la période d'interdiction de coupure, le gestionnaire de réseau de distribution informe, par courrier, le client de son intérêt de conclure un contrat de fourniture au plus tard dans les soixante jours ouvrables suivant la fin de la période d'interdiction de coupure. Ce courrier l'informe qu'à défaut de conclusion d'un contrat de fourniture, il sera procédé à la suspension de la fourniture d'électricité. »

Art. 23. L'article 43, du même arrêté est modifié comme suit :

1^o au § 1^{er}, les points suivants sont ajoutés :

"14^o le nombre de demandes adressées au service de gestion de la clientèle visé à l'article 7, § 1^{er}, 15^o;

15^o le délai moyen de résolution des demandes adressées au service de gestion de la clientèle visé à l'article 7, § 1^{er}, 15^o;"

2° le point 14° du § 1^{er} devient le point 16°;

3° au point 1° du § 3 les mots "au sens fédéral et au sens régional" sont ajoutés *in fine*;

4° au point 4° du § 3, les mots suivants "par commune" sont ajoutés après les mots "le nombre de saisine";

5° un point 5° est ajouté *in fine*, rédigé comme suit :

« 5° le nombre de clients en défaut de paiement, en distinguant clients protégés au sens de la réglementation fédérale, clients protégés au sens de la réglementation wallonne et non-protégés ».

CHAPITRE II. — *Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz*

Art. 24. L'article 2, 7°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz est remplacé comme suit :

« 7° "règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 juillet 2007 relatif au règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution de gaz en Région wallonne et l'accès à ceux-ci ».

Art. 25. L'article 3 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Le fournisseur est tenu de répondre dans les dix jours ouvrables à toute demande de fourniture introduite par un client et de lui remettre une proposition de contrat de fourniture.

Lorsque ce client est un client résidentiel, la proposition de contrat contient à tout le moins :

1° les dispositions relatives aux clients protégés;

2° les dispositions relatives au compteur à budget;

3° la procédure en cas de défaut de paiement;

4° la procédure d'information à respecter en cas de déménagement, dont notamment, l'utilisation du formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut, celui établi par la CWaPE ».

Art. 26. Il est inséré un article *3bis* au même arrêté libellé comme suit :

« Art. *3bis*. En cas de déménagement, la fourniture par le fournisseur avec lequel le client a conclu un contrat ou, le cas échéant, celle assurée par le fournisseur désigné, se poursuit à la nouvelle adresse du client selon les mêmes conditions.

Cette poursuite de fourniture ne s'applique pas dans les cas suivants :

1° si le client résilie le contrat de fourniture à compter de la date de déménagement;

2° si le client conclut un contrat avec un autre fournisseur à compter de la date de déménagement;

3° si le client déménage à l'étranger ou dans une autre Région;

4° si le client emménage à l'adresse d'un autre client ayant déjà un contrat de fourniture. »

Art. 27. Il est inséré un point "*m*)" à l'article 4, § 1^{er}, du même arrêté, rédigé comme suit :

« *m*) la procédure d'information à respecter en cas de déménagement, le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique permettant de joindre le service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements. Via ces moyens de contact, le client peut obtenir une copie du formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut, celui établi par la CWaPE. »

Art. 28. L'article 6 du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'alinéa 3 du § 1^{er} est complété par ce qui suit :

« La prise en compte de ces risques ne peut avoir lieu que via la constitution d'une garantie bancaire ou d'autres sûretés. Le montant demandé par le fournisseur ne peut être supérieur à trois mois de consommation moyenne annuelle correspondant à la catégorie de client dont fait partie le client résidentiel concerné.

Aucune garantie bancaire ou autres sûretés ne peut être imposée, tant par le fournisseur choisi que par le fournisseur désigné, en cours d'exécution d'un contrat. »

Art. 29. Un article *6bis*, rédigé comme suit est ajouté au même arrêté :

« Art. *6bis*. En cas de déménagement, le fournisseur reste en charge du point d'alimentation concerné jusqu'à trente jours calendrier après sa demande visée à l'article *23bis*, alinéa 1^{er}. »

Art. 30. A l'article 7 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

1° les points suivants sont ajoutés au § 1^{er}, *in fine* :

« 13° les moyens de contact (téléphone, adresse électronique, fax,...) du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai endéans lequel une réponse sera apportée à toute demande formulée par le client. Ce délai ne peut dépasser dix jours ouvrables. La réponse motivée doit, à tout le moins, mentionner si la demande est fondée ou non ou si elle doit être examinée davantage;

14° le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations nécessaires à son déménagement, ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut, celui établi par la CWaPE. »;

2° Les points suivants sont ajoutés au § 2, *in fine* :

« 7° les moyens de contact (téléphone, adresse électronique, fax,...) du service de gestion de la clientèle ainsi que le délai endéans lequel une réponse sera apportée à toute demande formulée par le client. Ce délai ne peut dépasser dix jours ouvrables. La réponse motivée doit, à tout le moins, mentionner si la demande est fondée ou non ou si elle doit être examinée davantage.

8° le numéro de téléphone, l'adresse postale et électronique du service du fournisseur spécialement chargé des procédures de déménagements, via lequel le client peut obtenir les informations nécessaires à son déménagement ainsi qu'une copie d'un formulaire de déménagement recommandé par le fournisseur et validé par la CWaPE, ou, à défaut, celui établi par la CWaPE. »;

3° les paragraphes suivants sont ajoutés *in fine* :

« § 3. Au minimum une fois par an, le fournisseur établit, pour chaque client final, une facture de régularisation. Cette facture doit être établie au plus tard dans les soixante jours suivant la date maximale de transmission au fournisseur des données issues du relevé des compteurs opéré par le gestionnaire de réseau et prévue dans le règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution.

Pour les clients disposant d'un compteur à budget actif, le gestionnaire de réseau de distribution est tenu, en cas d'index estimés, d'ajuster celui-ci au moyen du dernier index connu au travers du rechargement de la carte du compteur à budget.

En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop perçu devra être effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de régularisation.

§ 4. Dès lors qu'il est mis fin au contrat de fourniture par l'une ou l'autre des parties, une facture de clôture doit être établie par le fournisseur dans les soixante jours suivant la date de communication du relevé des compteurs transmis par le gestionnaire de réseau à la demande du fournisseur. En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement du trop perçu devra être effectué dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture.

Dans le cas où une garantie bancaire ou une autre sûreté au sens de l'article 6 alinéa 3, a été constituée par le client en début de contrat et si l'intégralité des consommations a été payée par le client au moment de la clôture de son contrat, ladite garantie doit être libérée dans les trente jours suivant la date de la facture de clôture. »

Art. 31. Il est inséré un article *8bis* au même arrêté rédigé comme suit :

« Art. *8bis*. Les fournisseurs sont tenus de mettre en place un point de contact téléphonique et une adresse électronique accessibles uniquement aux centres publics d'action sociale dans le cadre de leurs missions. »

Art. 32. Un nouvel article *10bis* est ajouté à la section 1^{re} du chapitre II du même arrêté, libellé comme suit :

« Art. *10bis*. Le fournisseur est tenu de respecter un délai de préavis de deux mois minimum pour renoncer au contrat à durée indéterminée ou pour s'opposer à la reconduction tacite d'un contrat à durée déterminée de clients résidentiels. »

Art. 33. L'article 13 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o le point 1^o de l'alinéa 1^{er} est remplacé comme suit : "1^o d'imprimer et de diffuser avec les factures visées à l'article 7 tout document déterminé par le Ministre relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie. Dans ce dernier cas, le document est établi sur proposition ou après avis de la CWaPE et dans tous les cas après concertation des fournisseurs et des gestionnaires de réseaux de distribution.";

2^o l'alinéa 2 est supprimé.

Art. 34. A l'article 17, § 1^{er}, alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots "trente jours" sont remplacés par les mots "quarante jours".

Art. 35. Il est inséré un article *20bis* au même arrêté rédigé comme suit :

« Art. *20bis*. Les gestionnaires de réseau de distribution sont tenus de mettre en place un point de contact téléphonique et une adresse électronique accessibles uniquement aux centres publics d'action sociale dans le cadre de leurs missions. »

Art. 36. Les mots suivants "Sans préjudice de l'article *23bis*," sont ajoutés au début de l'alinéa 2 de l'article 23 du même arrêté.

Art. 37. Un article *23bis* est inséré dans le même arrêté et libellé comme suit :

« Art. *23bis*. Lorsque le gestionnaire de réseau de distribution est informé par un fournisseur, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'informations, qu'en raison du déménagement d'un de ses clients, ce fournisseur ne doit plus être enregistré comme fournisseur du point d'accès concerné, et dans la mesure où ce gestionnaire ne dispose d'aucune information relative à l'enregistrement d'un nouveau fournisseur de ce même point d'accès, le gestionnaire du réseau de distribution est tenu de prendre contact, par écrit, avec le nouvel utilisateur du point d'accès du réseau de distribution ou le propriétaire de l'immeuble dans les cinq jours ouvrables afin de déterminer le nouveau fournisseur de ce point d'accès.

Si le nouvel utilisateur du point d'accès ou le propriétaire de l'immeuble où se trouve le point d'accès dispose d'un contrat de fourniture ou s'il est fourni par un fournisseur désigné, il est invité, par le gestionnaire du réseau de distribution, à prévenir son fournisseur actuel de son déménagement.

Si le nouvel utilisateur du point d'accès ou le propriétaire de l'immeuble ne dispose d'aucun contrat de fourniture, il est invité par le gestionnaire du réseau de distribution à conclure un contrat de fourniture avec un fournisseur dans les dix jours calendriers.

Si le nouvel utilisateur du point d'accès ou le propriétaire de l'immeuble ne donne aucune suite à la demande du gestionnaire du réseau de distribution dans le délai susmentionné de dix jours calendriers, le gestionnaire du réseau de distribution met alors en œuvre une procédure de régularisation.

Le Ministre détermine les modalités de cette procédure de régularisation.

Si au terme de cette procédure de régularisation aucun fournisseur n'a été enregistré pour le point d'accès concerné, le gestionnaire de réseau de distribution procède à la suspension de la fourniture de gaz.

A partir du 31^e jour suivant la demande du fournisseur portant sur la suppression de son enregistrement au point d'accès concerné, le gestionnaire de distribution est tenu de prendre en charge l'alimentation du point d'accès jusqu'au terme de la procédure de régularisation. »

Art. 38. Le point 1^o de l'alinéa 1^{er} de l'article *29bis* est remplacé par ce qui suit : "1^o d'imprimer et de diffuser tout document déterminé par le Ministre relatif à l'utilisation rationnelle de l'énergie ou à la libéralisation du marché de l'énergie. Dans ce dernier cas, le document est établi sur proposition ou après avis de la CWaPE et dans tous les cas après concertation des fournisseurs et des gestionnaires de réseaux de distribution."

Art. 39. § 1^{er}. L'article 31 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o l'alinéa 1^{er} du § 1^{er} est complété comme suit : "Le fournisseur accuse réception dudit courrier dans les cinq jours ouvrables. Cet accusé de réception mentionne si la fourniture sera assurée ou non au tarif social spécifique.";

2^o un § 4 rédigé comme suit est ajouté *in fine* :

« § 4. Si le client alimenté par le gestionnaire perd sa qualité de protégé, le gestionnaire de réseau de distribution l'invite à conclure dans les deux mois un contrat avec un fournisseur. Si le client ne dispose pas d'un contrat à l'expiration de ce délai, le gestionnaire de réseau peut introduire auprès de la Commission une demande motivée en vue de couper la fourniture de gaz. »

Art. 40 : L'article 33 du même arrêté est modifié comme suit :

1^o à l'alinéa 1^{er}, 4^o, les mots "le fournisseur lui adresse, par recommandé, une mise en demeure" sont supprimés;

2° l'alinéa 2 est remplacé par l'alinéa suivant :

« Le fournisseur adresse au client, par courrier recommandé, une mise en demeure qui précise qu'à défaut de solution proposée dans un délai de quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, le client sera considéré comme en défaut de paiement. »

Art. 41. Le § 6 de l'article 34 du même arrêté est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 6. Le Ministre détermine la procédure de placement du compteur à budget. Le délai de placement ne peut excéder quarante jours suivant la date de réception de la demande visée au § 1^{er}. »

Le dépassement de ce délai emporte, notamment, la suspension du contrat de fourniture et la substitution durant cette suspension, du gestionnaire de réseau de distribution, au fournisseur à titre temporaire. »

Art. 42. L'article 35 du même arrêté est modifié comme suit :

1° au § 1^{er}, les mots "dans les quinze jours" sont remplacés par les mots suivants "dans les quarante jours";

2° le § 4 est remplacé par le paragraphe suivant :

« § 4. Le Ministre détermine la procédure d'activation de la fonction à prépaiement. Le délai d'activation ne peut excéder quarante jours suivant la date de réception de la demande visée au § 1^{er}. »

Art. 43. A l'article 39 du même arrêté, la phrase suivante est ajoutée *in fine* :

« Le fournisseur qui a demandé le placement d'un compteur à budget ou l'activation de la fonction à prépaiement, est tenu d'annuler sa demande en cas d'apurement de la dette du client résidentiel. Le Ministre détermine les modalités d'application de l'annulation de la demande de placement du compteur à budget et de l'activation de la fonction à prépaiement. »

Art. 44. A l'article 40, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots "15 novembre" sont remplacés par les mots "1^{er} novembre".

Art. 45. Une section *3bis* est insérée dans le chapitre IV du même arrêté, libellée comme suit :

« Section *3bis*. — Fourniture à titre temporaire pendant la période hivernale du client résidentiel non protégé dont le contrat a été résilié ou est venu à échéance pendant cette même période. »

Art. 46. Un article *40bis* est inséré dans la nouvelle section *3bis* du chapitre IV du même arrêté, libellé comme suit :

« Art. *40bis*. Le gestionnaire du réseau de distribution est tenu d'assurer, à titre temporaire, pendant la période d'interdiction de coupure visée à l'article 40, la fourniture de gaz au client résidentiel non protégé dont le contrat a été résilié ou est arrivé à échéance durant cette même période et qui, au terme du contrat ou du délai de résiliation, n'a pas signé de contrat avec un nouveau fournisseur.

A cet effet, le fournisseur avertit le gestionnaire de réseau de distribution de la situation visée à l'alinéa 1^{er}, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'information.

La fourniture de gaz au client résidentiel non protégé par le gestionnaire de réseau de distribution s'effectue conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 15 février 2005 fixant les prix maximaux pour la fourniture de gaz naturel par les entreprises de distribution aux clients finals dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 15/10, § 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

Quinze jours avant la fin de la période d'interdiction de coupure visée à l'article 40, le gestionnaire de réseau de distribution informe, par courrier, le client de son intérêt de conclure un contrat de fourniture au plus tard dans les soixante jours ouvrables suivant la fin de la période d'interdiction de coupure. Ce courrier l'informe qu'à défaut de conclusion d'un contrat de fourniture, il sera procédé à la suspension de la fourniture de gaz. »

Art. 47. L'article 42, du même arrêté est modifié comme suit :

1° au § 1^{er} les points suivants sont ajoutés après le point 9° :

"10° le nombre de demandes adressées au service de gestion de la clientèle visé à l'article 7, § 1^{er}, 13°;

11° le délai moyen de résolution des demandes adressées au service de gestion de la clientèle visé à l'article 7, § 1^{er}, 13°;"

2° le point 10° du § 1^{er} est renuméroté, en conséquence, en point 12°;

3° au point 1° du § 2, les mots "au sens fédéral et au sens régional" sont ajoutés *in fine*;

4° le § 2 est complété par les points suivants :

« 3° le nombre de saisines de la Commission, par commune, et le type de décision adoptée par celle-ci;

4° le nombre de clients en défaut de paiement, en distinguant clients protégés au sens de la réglementation fédérale, clients protégés au sens de la réglementation wallonne et non-protégés;

5° toute autre donnée agrégée déterminée par la "CWaPE". »

Art. 48. L'article 44 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 44. § 1^{er}. Les dispositions de la section 3 du chapitre IV du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} août 2008 pour tous les clients résidentiels déclarés en défaut de paiement à partir de cette même date.

§ 2. Par dérogation à l'article 34, § 6, le placement des compteurs à budget pour tous les clients résidentiels fournis temporairement par le gestionnaire de réseau en application de l'article 45, §§ 3 et 4, doit être effectué, au plus tard pour le 31 octobre 2009.

A cette fin, le gestionnaire de réseau de distribution établit et transmet mensuellement à la CWaPE et pour la première fois le 15 avril 2008 un rapport détaillant, notamment :

— le nombre de demandes de placement de compteurs à budget introduites dans le mois précédent la date dudit rapport;

— le nombre cumulé de demandes de placement de compteurs à budget;

— le nombre de placement effectués durant le mois précédent la date dudit rapport;

— le planning et les ressources mises en œuvre pour répondre aux demandes de placement;

— les perspectives de résorption du nombre de clients en attente du placement du compteur à budget.

Après le 1^{er} août 2008, ce rapport distingue également les modalités de placement des compteurs à budget des clients déclarés en défaut de paiement postérieurement à cette date.

La CWaPE vérifie que les données mentionnées dans le rapport précité permettent le respect de l'échéance visée à l'alinéa 1^{er}. La CWaPE remet un avis au Ministre dans le mois suivant la remise du premier rapport et tient ensuite le Ministre mensuellement informé de l'état d'avancement des placements de compteur à budget.

Art. 49. L'article 45 du même arrêté est remplacé comme suit :

« Art. 45. § 1^{er}. Tant que les dispositions de la section III du chapitre IV ne sont pas entrées en vigueur, le présent article est applicable. A dater du 1^{er} août 2008, la présente disposition continue de produire ses effets pour les clients déclarés en défaut de paiement avant le 1^{er} août 2008 jusqu'au placement effectif du compteur à budget.

§ 2. Conformément à l'article 9 du décret, le gestionnaire du réseau de distribution est habilité à fournir du gaz au tarif social au client protégé.

A cette fin, le client protégé adresse une demande écrite au gestionnaire du réseau de distribution auquel il est raccordé.

Dès réception de cette demande, et, sans préjudice des dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire dudit réseau est tenu de fournir le client protégé au tarif social.

§ 3. Lorsqu'un client protégé est déclaré en défaut de paiement, le fournisseur informe, conformément aux dispositions techniques pour la gestion du réseau de distribution relatives à l'échange d'informations, le gestionnaire de réseau de la situation de défaut de paiement du client protégé. L'échange d'information comprend, notamment, la transmission, par le fournisseur au gestionnaire de réseau de la preuve du statut de client protégé.

A partir de la réception de l'information visée à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, le gestionnaire de réseau de distribution fournit le client protégé.

La facture que le gestionnaire de réseau de distribution adresse au client reprend les mentions suivantes :

1° la date d'échéance de paiement qui ne peut être inférieure à quinze jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dette agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit le recours à la Commission.

Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture à l'échéance prévue, le gestionnaire de réseau de distribution envoie un rappel comprenant au moins les mentions suivantes :

1° la nouvelle date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à dix jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit le recours à la Commission.

Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture ou conclu un plan de paiement avec le service compétent du gestionnaire de réseau de distribution à l'échéance prévue à l'alinéa 4, 1^o, le gestionnaire de réseau de distribution lui adresse une mise en demeure.

Ce courrier l'informe qu'à défaut de solution proposée dans les quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, la Commission sera saisie du dossier.

Le gestionnaire de réseau de distribution ne peut suspendre la fourniture de gaz au client protégé avant d'avoir pris connaissance de la décision de suspension de la fourniture de gaz prise par la Commission

§ 4. Lorsqu'un client résidentiel non protégé est déclaré en défaut de paiement, le contrat avec le fournisseur est suspendu.

Le fournisseur adresse, lors du constat du défaut de paiement, un courrier, approuvé par la CWaPE, au client précisant la procédure applicable en cas de défaut de paiement dans l'attente du placement effectif du compteur à budget et avertit simultanément le gestionnaire de réseau de distribution conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'information.

Cette suspension de contrat ne peut avoir lieu au plus tôt que quinze jours ouvrables après l'envoi de ces informations

Le courrier adressé, par le fournisseur, au client comprend au moins les mentions suivantes :

1° la liste explicite des catégories de clients pouvant bénéficier de la qualité de client protégé et les modèles ou, le cas échéant, la mention des documents à introduire pour être reconnu client protégé;

2° l'information selon laquelle la transmission des coordonnées du client par le fournisseur, sauf opposition de celui-ci, au centre public d'action sociale, dans les dix jours de l'envoi du courrier;

3° l'information selon laquelle, dans l'attente du placement du compteur à budget, son contrat de fourniture est suspendu et que c'est le gestionnaire de réseau qui assurera sa fourniture de gaz conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 15 février 2005 fixant les prix maximaux pour la fourniture de gaz naturel par les entreprises de distribution aux clients finals dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 15/10, § 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations;

4° le fait que le contrat de fourniture reprendra obligatoirement ses effets, aux mêmes conditions générales, dès lors que le compteur à budget sera placé et que le client aura remboursé au gestionnaire de réseau l'ensemble des frais liés à la fourniture de gaz par ce dernier pendant la durée de la suspension du contrat.

Le fournisseur adresse au client, sur base des index de consommation transmis par le gestionnaire de réseau de distribution, une facture de "clôture provisoire" pour raison de suspension du contrat.

Dans un délai de dix jours ouvrables après l'envoi des informations visées à l'alinéa 1^{er}, le gestionnaire de réseau de distribution adresse au client un courrier, approuvé par la CWaPE, l'informant que sa fourniture de gaz sera assurée temporairement par le gestionnaire du réseau de distribution jusqu'à la date effective du placement du compteur à budget et du remboursement intégral par le client des frais liés à la fourniture de gaz assurée par le gestionnaire de réseau.

Ce courrier informe également le client que la fourniture de gaz par le gestionnaire de réseau de distribution s'effectue conformément au tarif visé à l'arrêté ministériel du 15 février 2005 fixant les prix maximaux pour la fourniture de gaz naturel par les entreprises de distribution aux clients finals dont le contrat de fourniture a été résilié par leur fournisseur et qui ne peuvent pas être considérés comme des clients protégés résidentiels à revenus modestes ou à situation précaire au sens de l'article 15/10, § 2, de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations.

La facture que le gestionnaire de réseau de distribution adresse au client reprend les mentions suivantes :

1° la date d'échéance de paiement qui ne peut être inférieure à quinze jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dette agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit le recours à la commission.

Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture à l'échéance prévue, le gestionnaire de réseau de distribution envoie un rappel comprenant au moins les mentions suivantes :

1° la nouvelle date d'échéance du paiement qui ne peut être inférieure à dix jours ainsi que les coordonnées de son service compétent pour l'élaboration d'un plan de paiement;

2° la faculté de faire appel au centre public d'action sociale ou à un médiateur de dettes agréé, ainsi que les coordonnées de ces organismes;

3° la procédure suivie si le client n'apporte pas une solution quant au paiement de la facture en question; cette procédure prévoit le recours à la Commission.

Lorsque le client n'a pas acquitté le montant de la facture ou conclu un plan de paiement avec le service compétent du gestionnaire de réseau de distribution à l'échéance prévue au 1° de l'alinéa précédent, le gestionnaire de réseau de distribution lui adresse une mise en demeure.

Ce courrier l'informe qu'à défaut de solution proposée dans les quinze jours suivant l'envoi de la mise en demeure, la Commission sera saisie du dossier.

Le gestionnaire de réseau de distribution ne peut suspendre la fourniture de gaz au client avant d'avoir pris connaissance de la décision de suspension de la fourniture de gaz prise par la Commission. La décision de suspension de la commission entraîne automatiquement la résiliation du contrat de fourniture.

§ 5. Lorsque le compteur à budget est placé chez le client dont le contrat a été suspendu conformément au § 4, la dette éventuelle du client auprès du gestionnaire de réseau liée à la fourniture temporaire de gaz peut être récupérée via la majoration de 30 % du prix du kWh paramétré dans le compteur à budget.

Lorsque la dette vis-à-vis du gestionnaire de réseau est apurée, le gestionnaire de réseau en informe le client par écrit de même que le fournisseur, conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'information. Cet échange d'information comprend la communication des index relevés de consommation du client par le gestionnaire de réseau de distribution.

La suspension du contrat de fourniture visée à l'alinéa 1^{er} du § 4, prend fin et le contrat reprend, quinze jours après cette information, obligatoirement ses effets, aux mêmes conditions générales.

§ 6. Lorsque le contrat de fourniture de gaz d'un client résidentiel non protégé est résilié, pour une autre cause qu'un défaut de paiement, ou vient à échéance durant la période d'interdiction de coupure visée au § 7 du présent article et si, ledit client au terme du contrat ou du délai de résiliation, n'a pas signé de contrat avec un nouveau fournisseur, le gestionnaire de réseau de distribution est chargé, conformément à l'article 32, 2°, du décret de fournir ce client.

A cet effet, le fournisseur avertit le gestionnaire de réseau de distribution conformément aux dispositions du règlement technique pour la gestion des réseaux de distribution relatives à l'échange d'information.

Quinze jours ouvrables avant la fin de la période d'interdiction de coupure de la fourniture visée au § 7 du présent article, le gestionnaire de réseau de distribution informe, par courrier, le client de son intérêt de conclure un contrat de fourniture au plus tard dans les soixante jours ouvrables suivant la fin de la période d'interdiction de suspension de la fourniture visée au § 7 du présent article. Ce courrier l'informe qu'à défaut de conclusion d'un contrat de fourniture, il sera procédé à la suspension de la fourniture de gaz.

§ 7. Aucune coupure de la fourniture de gaz ne peut intervenir entre le 1^{er} novembre et le 15 mars. Si des conditions climatiques particulières le justifient, le Ministre peut étendre cette période.

Les fournitures comptabilisées au cours de la période du 1^{er} novembre au 15 mars restent à charge du client.

Art. 50. Un article 45*bis* est inséré dans le même arrêté, libellé comme suit :

« Art. 45*bis*. La procédure visée à l'article 45, §§ 4 et 5 est applicable aux clients résidentiels non protégés déclarés en défaut de paiement pendant la période d'interdiction de la suspension de la fourniture visée à l'article 45, § 5, du même arrêté avant sa modification par le présent arrêté ayant pris cours le 15 novembre 2007 et à ceux déclarés en défaut de paiement avant cette même période et dont le gestionnaire de réseau de distribution n'a pas pu procéder à la suspension de fourniture avant le 15 novembre 2007.

La procédure visée à l'article 45, § 6, est applicable aux clients résidentiels non protégés dont le contrat de fourniture a été résilié, pour une autre cause qu'un défaut de paiement, ou est venu à échéance durant la période d'interdiction de la suspension de la fourniture visée à l'article 45, § 5, du même arrêté avant sa modification par le présent arrêté ayant pris cours le 15 novembre 2007.

Art. 51. Un article 45*ter* est inséré dans le même arrêté, rédigé comme suit :

« Art. 45*ter*. Les clients dont la fourniture en gaz a été coupée entre le 15 mars et le 1^{er} août 2008 peuvent, sur simple demande auprès du gestionnaire de réseau de distribution, se voir placer un compteur à budget. Dans ce cadre, la quote-part du client dans le coût du placement du compteur à budget ne peut être supérieure, toutes taxes comprises, à un montant de 150 EUR indexé. »

CHAPITRE III. — Dispositions modificatives de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure

Art. 52. L'avant-dernière phrase de l'alinéa 3 de l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la Commission locale d'avis de coupure est remplacé comme suit :

« Le président précise la procédure et permet au client d'être entendu et de se faire assister ou représenter par la personne de son choix. »

Art. 53. L'article *6bis* du même arrêté est modifié comme suit :

1° l'avant-dernière phrase de l'alinéa 4 est remplacée comme suit : "Le président précise la procédure et permet au client d'être entendu et de se faire assister ou représenter par la personne de son choix.";

2° aux alinéas 4 et 6 les mots "protégés en défaut de paiement" sont supprimés;

3° à l'alinéa 7, le mot "protégé" est supprimé.

Art. 54. A l'article *6quater* est modifié comme suit :

1° aux §§ 1^{er} et 2, alinéas 2, 3 et 4, du même arrêté, le mot "protégé" est supprimé;

2° le § 1^{er} est complété comme suit : "Si la Commission se réunit en application de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, le courrier précise que le client protégé a la possibilité de bénéficier de gaz moyennant approvisionnement de sa carte de pré-paiement et mentionne les lieux d'alimentation de sa carte."

Art. 55. Il est inséré un chapitre V au même arrêté, intitulé "En matière de fourniture d'électricité et de gaz".

Art. 56. Au chapitre V nouveau du même arrêté, il est inséré un article *6quinquies* rédigé comme suit :

« Art. *6quinquies*. La Commission se réunit à chaque demande du gestionnaire de réseau de distribution introduite en application des articles 27, § 4, de l'arrêté relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et 31, § 4, de l'arrêté relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz. La demande est adressée par courrier au président de la commission de la commune dans laquelle le client est domicilié. Elle est accompagnée d'une note justificative attestant du fait que le client a fait part de la perte de sa qualité de client protégé et n'a pas conclu de contrat avec un fournisseur dans le délai requis aux articles précités.

Dans les dix jours ouvrables de la réception de la demande, le président convoque par courrier une réunion de la commission et joint à ce courrier la demande du gestionnaire de réseau et les annexes aux membres de la commission. Dans le même délai, la convocation et l'annexe sont également adressées par courrier au client protégé. Le président précise la procédure et invite le client à faire usage de son droit d'être entendu, et de se faire assister ou représenter par la personne de son choix. La réunion a lieu dans les trente jours ouvrables de la saisine.

Parallèlement et dans la mesure du possible, l'assistant(e) social(e) en charge de la guidance sociale énergétique prend contact avec le client concerné dans les meilleurs délais.

Si la commission confirme la perte de la qualité du statut de client protégé, la commission remet un avis favorable à la suspension de la fourniture de gaz ou d'électricité par le gestionnaire de réseau de distribution; celle-ci peut survenir au plus tôt cinq jours après la date de notification de l'avis de la Commission. »

Art. 57. Un article *6sexies* est ajouté au même arrêté et libellé comme suit :

« Art. *6sexies*. Lorsque le client a fait l'objet d'une suspension de la fourniture d'électricité ou de gaz sur base d'un avis favorable de la Commission, et s'il est d'avis que cette situation n'est plus justifiée, il peut demander la réouverture de son compteur auprès du gestionnaire de réseau de distribution.

Si ce dernier ne répond pas favorablement dans les cinq jours ouvrables de la demande, le client peut saisir la Commission. Le client joint à sa demande, sous peine de non recevabilité, l'avis du centre public d'action sociale sur le bien fondé de sa demande de réouverture du compteur. Si l'avis du centre public d'action sociale est favorable à la saisine, le président convoque la commission en suivant la procédure de convocation visée au présent arrêté.

Art. 58. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juin 2008, à l'exception des articles 48 à 51 qui entrent en vigueur le 15 mars 2008.

Namur, le 28 février 2008.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 775

[2008/200755]

28. FEBRUAR 2008 — Verordnung der Regierung der wallonischen Region zur Änderung der Dekrete vom 30. März 2006 bezüglich der Leistungspflichten des öffentlichen Dienstes auf dem Elektrizitäts- und Gasmarkt und vom 17. Juli 2003 bezüglich der lokalen Kommission zur Mitteilung der Abschaltung

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund der Verordnung vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes insbesondere des Artikels 34 Absatz 1 a), b) und d) sowie 2 a) und c);

Aufgrund der Verordnung vom 19. Dezember 2002 hinsichtlich der Neuordnung des regionalen Gasmarktes insbesondere Artikel 32 Absatz 1 und 2 und Artikel 33 und 36 § 1 und 46;

Aufgrund der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Gasmarkt;

Aufgrund der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 17. Juli 2003 betreffend die lokale Kommission hinsichtlich der Mitteilung über die Abschaltung;

Aufgrund der Mitteilung der Wallonischen Kommission für Energie "Commission wallone pour l'Énergie", (C/WaPE).CD-7k27-C/WaPE-179 vom 3. Dezember 2007;

Aufgrund der Mitteilung des obersten Städte- Gemeinde und Provinzrates der wallonischen Region bekannt gegeben am 25. Oktober 2007;

Aufgrund der Mitteilung 43.979/4 des Regierungsrates bekannt gegeben am 21 Januar 2008 unter Anwendung des Artikels 84 Absatz 1 1°, der koordinierten Gesetze über den Regierungsrat;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungsbau, Transportwesen und Raumordnung;

Nach der Beschlussfassung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Änderungsmaßnahmen der Verordnung der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Strommarkt*

Artikel 1 - Der Artikel 2 9° der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Elektrizitätsmarkt wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

«9° "technische Vorschrift für die Verwaltung der Verteilernetze": Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 24. Mai 2007 bezüglich der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze in der Region Wallonien und der Zugang zu diesen.»

Art. 2 - Artikel 3 dieser Verordnung wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 3 - Der Anbieter ist verpflichtet, innerhalb von zehn Werktagen auf jede Lieferanfrage zu reagieren, die ein Kunde stellt und ihm einen Vorschlag für einen Versorgungsvertrag zu unterbreiten.

Falls es sich um einen Haushaltskunden handelt, muss der Vorschlag für einen Versorgungsvertrag mindestens folgendes enthalten:

- 1° die Bestimmungen hinsichtlich geschützter Kunden;
- 2° die Bestimmungen hinsichtlich eines Budgetzählers mit oder ohne Leistungsbegrenzer;
- 3° das Verfahren im Falle von Nichtzahlung;
- 4° das Verfahren der Informationspflicht im Falle eines Umzugs, insbesondere die Verwendung des Umzugsformulars, das der Anbieter erstellt und die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat, oder gegebenenfalls das Formular, das die CWaPE ausgestellt hat»;

Art. 3 - In die Verordnung wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *3bis* - Im Falle eines Umzugs wird die Lieferung durch den Anbieter, mit dem er Kunde einen Vertrag abgeschlossen hat oder gegebenenfalls durch einen dafür bestimmten Anbieter zur neuen Adresse des Kunden und zu den gleichen Konditionen weitergeführt.

In folgenden Fällen wird diese Lieferung nicht weitergeführt:

- 1° wenn der Kunde den Liefervertrag zum Datum des Umzugs kündigt;
- 2° wenn der Kunde einen Vertrag mit einem anderen Anbieter zum Datum des Umzugs abschließt;
- 3° wenn der Kunde ins Ausland oder in eine andere Region umzieht;
- 4° wenn der Kunde an eine Adresse umzieht, wo bereits ein anderer Kunde einen Liefervertrag abgeschlossen hat.»

Art. 4 - Artikel 4 § 1 der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert.

1° Punkt "g" wird folgendermaßen ergänzt:

«die Kosten für die grünen Bescheinigungen werden genau berechnet und können nicht mit den Kosten für Steuern und Gebühren verrechnet werden.»;

2° Ein Punkt "n)" mit folgendem Wortlaut wird hinzugefügt:

«n) das Mitteilungsverfahren, das im Falle eines Umzugs einzuhalten ist, die Telefonnummer, die Postadresse, die E-Mail Adresse, unter der die Abteilung des Anbieters zu erreichen ist, die für Umzüge zuständig ist. Über diese Kontaktwege kann der Kunde eine Kopie des Umzugsformulars vom Anbieter anfordern, das die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat, oder gegebenenfalls durch die CWaPE ausgestellt wurde.»

Art. 5 - Absatz 3 des Unterabsatzes 1 des Artikels 6 dieser Verordnung wird folgendermaßen ergänzt: "Die Risiken können nur durch eine Bankbürgschaft oder andere Sicherheiten abgedeckt werden. Der Anbieter darf nur eine Summe fordern, die den jährlichen Durchschnittsverbrauch von drei Monaten entsprechend der Abrechnungskategorie des betreffenden Haushaltskunden nicht übersteigt.

Weder der namentliche Anbieter noch der ausgewählte Anbieter ist berechtigt, während der Laufzeit eines Vertrages eine Bankbürgschaft oder andere Sicherheiten zu verlangen."

Art. 6 - Der vorliegenden Verordnung wird ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *6bis* - Im Falle eines Umzugs ist der Anbieter für den betreffenden Anschluss bis zu 30 Kalendertage nach dem Antrag verantwortlich, gemäß Artikel *22bis*, Absatz 1.»

Art. 7 - Artikel 7 der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° Punkt 9 des ersten Unterabsatzes wird folgendermaßen ergänzt: "Die Kosten werden genau bestimmt und dürfen nicht mit den Kosten für Steuern und Gebühren verrechnet werden.";

2° Folgende Punkte werden dem ersten Unterparagrafen *am Ende* hinzugefügt:

«15° die Kontaktdaten (Telefon, E-Mail Adresse, Fax...) der Kundenverwaltung, sowie die Frist innerhalb derer jeder Kunde eine Antwort auf eine Anfrage erhält. Diese Frist darf zehn Werktage nicht überschreiten. Die begründete Antwort muss mindestens erläutern, ob die Anfrage fundiert ist oder nicht oder ob diese noch weiter bearbeitet werden muss;

16° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail Adresse der Abteilung des Anbieters, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular.»

3° Folgende Punkte werden dem Unterabsatz 2 *am Ende* hinzugefügt:

«7° die Kontaktdaten (Telefon, E-Mail Adresse, Fax...) der Kundenverwaltung, sowie die Frist innerhalb derer den Kunden eine Antwort auf jegliche Anfrage geschickt wird. Diese Frist darf zehn Werktage nicht überschreiten. Die begründete Antwort muss mindestens erläutern, ob die Anfrage fundiert ist oder nicht oder ob diese noch weiter bearbeitet werden muss;

8° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail Adresse der Abteilung des Anbieters, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular.»

4° Folgende Unterabsätze werden *am Ende* hinzugefügt:

«§ 3 - Der Anbieter muss jedem Endverbraucher mindestens einmal jährlich eine Abrechnung schicken. Diese Abrechnung muss spätestens sechzig Tage nach dem spätesten Datum der Übergabe der Ablesedaten an den Anbieter durch den Betreiber des Verteilernetzes gemäß der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze erstellt werden.

Für die Kunden, die einen aktiven Budgetzähler besitzen, muss der Betreiber des Verteilernetzes mittels des letzten bekannten Verbrauchs das Wiederaufladen der Karte des Budgetzählers aufgrund der geschätzten Verbrauchszahlen justieren.

Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausgefallen sein, muss die Rückzahlung der zuviel erhaltenen Summe innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Abrechnung erfolgen.

§ 4 - Sobald der Versorgungsvertrag von einer der beiden Vertragsparteien beendet wurde, muss innerhalb von sechzig Tagen nach dem Erhalt der Ablesequittung, die vom Betreiber des Verteilernetzes für den Anbieter ausgestellt wurde, eine Endrechnung erstellt werden. Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausgefallen sein, muss die Rückzahlung der zuviel erhaltenen Summe innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Abrechnung erfolgen.

Wenn der Kunde zu Beginn seines Vertrages eine Bankbürgschaft oder eine andere Sicherheit im Sinne des Artikels 6 Absatz 3 hinterlegt hat und der Gesamtverbrauchs zum Zeitpunkt der Beendigung seines Vertrages durch den Kunden beglichen wurde, muss diese Kautions innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Schlussrechnung freigegeben werden.»

Art. 8 - Der vorliegenden Verordnung wird ein Artikel *8bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *8bis* - Anbieter müssen einen telefonischen Kontakt sowie eine E-Mail Adresse bereitstellen, die ausschließlich den öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen im Rahmen ihres Auftrags zur Verfügung steht.»

Art. 9 - Ein neuer Artikel *10bis* wird dem ersten Abschnitt des Kapitels II dieser Verordnung mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *10bis* - Der Anbieter muss bei einer Kündigung eines unbefristeten Vertrages oder einer stillschweigenden Verlängerung eines unbefristeten Vertrages von Haushaltskunden eine Frist von mindestens zwei Monaten einhalten...»

Art. 10 - Artikel 13 der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert.

1° Punkt 1° des ersten Absatzes wird folgendermaßen geändert: "1° gemäß Artikel 7 jedes Dokument, das der Minister zur ökonomischen Nutzung von Energie oder der Liberalisierung des Energiemarktes vorgesehen hat, zu drucken und zusammen mit den Abrechnungen zu verteilen.

In letzterem Fall, wird das Dokument auf Vorschlag oder nach Anweisung der CWaPE und in allen Fällen nach Abstimmung der Anbieter und der Betreiber des Verteilernetzes erstellt.;"

2° Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 11 - In Artikel 16 § 1 Absatz 1 dieser Verordnung werden die Worte "dreißig Tage" durch die Worte "vierzig Tage" ersetzt.

Art. 12 - Der Verordnung wird ein Artikel *21bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *21bis* - Betreiber der Verteilernetze müssen einen telefonischen Kontakt sowie eine E-Mail Adresse bereitstellen, die ausschließlich den öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen im Rahmen ihrer Aufgaben zur Verfügung steht.»

Art. 13. Die folgenden Worte "Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels *22bis*," werden zu Beginn des Absatzes 2 des Artikels 22 der vorliegenden Verordnung hinzugefügt.

Art. 14 - Ein Artikel *22bis* mit folgendem Wortlaut wird der vorliegenden Verordnung hinzugefügt:

«Art. *22bis* - Sobald der Betreiber des Verteilernetzes vom Anbieter, entsprechend der Bestimmungen der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze informiert wird, dass aufgrund eines Umzuges eines seiner Kunden der Anbieter nicht mehr als Anbieter dieses Zugangspunktes gilt, und dementsprechend dieser Betreiber des Verteilernetzes keine Informationen hinsichtlich der Zulassung eines neuen Anbieters an diesem Zugangspunkt hat, muss der Betreiber des Verteilernetzes mit dem neuen Nutzer dieses Zugangspunktes des Verteilernetzes oder mit dem Besitzer des Gebäudes innerhalb von fünf Werktagen schriftlich Kontakt aufnehmen, um den neuen Anbieter dieses Zugangspunktes zu ermitteln.

Falls der neue Nutzer des Zugangspunktes oder der Besitzer des Gebäudes, in dem sich der Zugangspunkt befindet, einen Liefervertrag besitzt oder falls er von einem bestimmten Anbieter beliefert wird, fordert ihn der Betreiber des Verteilernetzes auf, seinen derzeitigen Anbieter über den Umzug zu informieren.

Sollte der neue Nutzer des Zugangspunktes oder der Besitzer des Gebäudes keinerlei Liefervertrag vorweisen können, wird er vom Betreiber des Verteilernetzes aufgefordert, innerhalb von zehn Kalendertagen einen Liefervertrag mit einem Anbieter abzuschließen.

Sollte der neue Nutzer des Zugangspunktes oder der Besitzer des Gebäudes der Aufforderung des Betreibers des Verteilernetzes innerhalb von zehn Kalendertagen nicht nachkommen, eröffnet der Betreiber des Verteilernetzes ein Regulierungsverfahren.

Der Minister legt die Modalitäten dieses Regulierungsverfahrens fest.

Sollte am Ende dieses Verfahrens keinerlei Anbieter für den betreffenden Zugangspunkt registriert sein, veranlasst der Betreiber des Verteilernetzes die Sperrung der Elektrizitätsversorgung entsprechend der Modalitäten, die durch den Minister festgelegt wurden.

Ab dem 31. Tag nachdem der Anbieter beantragt hat, seine Registrierung am betreffenden Zugangspunkt abzuschalten, muss der Betreiber des Verteilernetzes die Versorgung des Zugangspunktes bis zum Ende des Regulierungsverfahrens sicherstellen.»

Art. 15 - Punkt 1 Absatz 1 Artikel *25bis* wird durch den folgenden Absatz ersetzt: "1° jedes Dokument, das der Minister zur ökonomischen Nutzung von Energie oder der Liberalisierung des Energiemarktes vorgesehen hat, zu drucken und zu verteilen. In diesem letzten Fall wird das Dokument auf Vorschlag oder nach Anweisung der CWaPE und in jedem Fall nach Abstimmung der Anbieter und der Betreiber des Verteilernetzes erstellt."

Art. 16 - Artikel 27 dieser Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° Abschnitt 1 des § 1 wird folgendermaßen ergänzt: "Der Anbieter bestätigt den Empfang dieses Schreibens innerhalb einer Frist von fünf Werktagen. Diese Empfangsbestätigung enthält den Hinweis, ob die Stromlieferung zu einem spezifischen Sozialtarif geliefert wird oder nicht";

2° Ein Abschnitt 4 mit folgendem Wortlaut wird *am Ende* hinzugefügt:

«§ 4 - Falls der Kunde, der durch den Betreiber des Verteilernetzes versorgt wird, seinen Status als geschützter Kunde verliert, fordert ihn der Betreiber des Verteilernetzes auf, innerhalb von zwei Monaten einen Vertrag mit einem Anbieter abzuschließen. Falls der Kunde zum Ablauf dieser Frist keinen Vertrag abgeschlossen hat, kann der Betreiber des Verteilernetzes bei der Kommission einen begründeten Antrag einreichen, so dass die Stromversorgung eingestellt wird.»

Art. 17 - Artikel 30 der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° Absatz 1 4° der Wortlaut "der Anbieter schickt ihm eine Mahnung per Einschreiben" wird gestrichen;

2° Abschnitt 2 wird durch folgenden Abschnitt ersetzt: "Der Anbieter schickt dem Kunden eine Mahnung per Einschreiben, die erläutert, dass der Kunde mangels Lösungsvorschlägen innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Versand der Mahnung als Nichtzahler gilt und ihm somit ein Budgetzähler von Amts wegen installiert wird."

Art. 18 - Abschnitt 5 des Artikels 31 dieser Verordnung wird durch den folgenden Abschnitt ersetzt;

«§ 5 - Der Minister legt das Verfahren für die Installation eines Budgetzählers fest. Die Frist für eine Installation darf vierzig Tage nach dem Datum des Erhalts des Antrags gemäß § 1 nicht überschreiten.

Sollte diese Frist überschritten werden, hat dies die Einstellung des Versorgungsvertrages und innerhalb dieser Sperrung die vorübergehende Substitution des Betreibers des Verteilernetzes durch den Anbieter zur Folge.»

Art. 19 - Artikel 33 dieser Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° im Abschnitt 1 werden die Worte "innerhalb von fünfzehn Tagen" durch die Worte "innerhalb von vierzig Tagen" ersetzt;

2° Abschnitt 3 wird durch den folgenden Abschnitt ersetzt:

«§ 3 - Der Minister legt das Aktivierungsverfahren für die Vorauszahlungsfunktion fest. Die Aktivierung darf gemäß § 1 nicht später als vierzig Tage nach dem Eingangsdatum des Antrags stattfinden.»

Art. 20 - In Artikel 37 dieser Verordnung wird *am Ende* der folgende Satz eingefügt:

«Der Anbieter, der die Installation eines Budgetzählers oder die Aktivierung einer Vorauszahlung beantragt hat, muss seinen Antrag zurückziehen, falls die Forderungen des Haushaltskunden beglichen wurden. Der Minister legt die Anwendungsmodalitäten der Aufhebung des Antrags auf Installation eines Budgetzählers und der Aktivierung einer Vorauszahlungsfunktion fest.»

Art. 21 - Im Kapitel IV dieser Verordnung wird ein Abschnitt *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt *3bis* - Vorübergehende Versorgung des nicht geschützten Haushaltskunden während der Kälteperiode, dessen Vertrag gekündigt wurde oder dessen Vertrag innerhalb dieses Zeitraumes ausgelaufen ist.»

Art. 22 - Im neuen Abschnitt *3bis* des Kapitels IV dieser Verordnung wird ein Artikel *37bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *27bis* - Der Betreiber des Verteilernetzes muss während des Zeitraumes des Einstellungsverbotes gemäß Artikel 46 § 2 der Verordnung vom 19. Dezember 2002 hinsichtlich der regionalen Verwaltung des Gasmarktes, die Elektrizitätslieferung des nicht geschützten Haushaltskunden dessen Vertrag gekündigt wurde oder in diesem Zeitraum abgelaufen ist, und der zum Ende dieses Vertrages oder zur Kündigungsfrist keinen Vertrag mit einem neuen Anbieter abgeschlossen hat, vorübergehend sicherstellen.

Zu diesem Zweck benachrichtigt der Anbieter den Betreiber des Verteilernetzes über die Situation gemäß Abschnitt 1 entsprechend der technischen Bestimmungen für die Verwaltung der Verteilernetze über den Informationsaustausch.

Die Stromlieferung an nicht geschützte Haushaltskunden durch den Betreiber des Verteilernetzes erfolgt entsprechend der Tarife der ministeriellen Verordnung vom 1. Juni 2004 in der die Höchstgrenze der Tarife für die Stromlieferung durch die Betreiber des Verteilernetzes festgelegt ist, deren Liefervertrag durch den Betreiber gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigen Einkommen oder als Verbraucher in prekären Verhältnissen im Sinne des Artikels 20 § 2 des Gesetzes vom 29. April 1999 hinsichtlich der Organisation des Elektrizitätsmarktes gelten.

Fünfzehn Tage vor Ablauf der Frist innerhalb derer eine Stromsperrung verboten ist, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dem Haushaltskunden sein Interesse per Post mit, spätestens innerhalb von sechzig Werktagen einen Liefervertrag im Anschluss an das Ende der Sperrfrist für eine Einstellung der Stromversorgung mit ihm abzuschließen. In diesem Schreiben wird er darüber informiert, dass die Elektrizitätsversorgung eingestellt wird, falls er keinen neuen Liefervertrag abschließt.»

Art. 23 - Artikel 43 dieser Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° im Unterabschnitt 1 werden folgende Punkte hinzugefügt:

"14° die Anzahl der Anfragen, die an die Kundenverwaltung gestellt werden, gemäß Artikel 7 § 1 15°;

15° die durchschnittliche Frist für die Bearbeitung der Anträge, die an die Kundenverwaltung gestellt werden, Gemäß Artikel 7 § 1 15°"

2° Punkt 14° Abschnitt 1 wird zu Punkt 16°;

3° zu Punkt 1 des Unterabschnittes 3 werden am Ende die Worte "im föderalen wie im regionalen Sinne" hinzugefügt

4° zu Punkt 4 des Abschnitts 3, werden nach den Worten "die Anzahl der Anrufungen" die Worte "pro Gemeinde" hinzugefügt;

5° Ein Punkt 5 mit folgendem Wortlaut wird *am Ende* hinzugefügt:

«5° die Anzahl der säumigen Kunden, wobei geschützte Haushaltskunden im Sinne der föderalen Vorschriften, geschützte Kunden, im Sinne der wallonischen Vorschriften und nicht geschützte Kunden unterschieden werden».

KAPITEL II — *Neufassung der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Gasmarkt.*

Art. 24 - Artikel 2 7° der Verordnung der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes auf dem Gasmarkt wird folgendermaßen abgeändert:

«7° "technische Vorschriften für die Verwaltung von Verteilernetzen": die Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 12. Juli 2007 hinsichtlich der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze für Gas in der Region Wallonien und der Zugang zu selbigen».

Art. 25 - Artikel 3 dieser Verordnung wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

«Art. 3. - Der Anbieter muss innerhalb von zehn Werktagen auf jede Lieferanfrage, die ein Kunde stellt, antworten und ihm einen Vorschlag für einen Liefervertrag unterbreiten. Sollte es sich bei diesem Kunden um einen Haushaltskunden handeln, muss der Vertrag mindestens folgendes enthalten:

- 1° die Bestimmungen hinsichtlich geschützter Kunden;
- 2° die Bestimmungen hinsichtlich eines Budgetzählers;
- 3° das Verfahren im Falle von Nichtzahlung;

4° das Informationsverfahren, das im Falle eines Umzugs einzuhalten ist, insbesondere die Verwendung des Umzugsformulars, das der Anbieter erstellt und die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat oder gegebenenfalls das Formular, das die CWaPE erstellt hat;»

Art. 26 - In die Verordnung wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *3bis* - Im Falle eines Umzugs, wird die Versorgung durch den Anbieter, mit dem der Kunde einen Vertrag abgeschlossen hat, oder gegebenenfalls, die Versorgung, die der bezeichnete Anbieter sicherstellt, an der neuen Adresse zu gleichen Konditionen weitergeführt.

Die Versorgung wird nicht weitergeführt, wenn folgende Fälle gegeben sind:

- 1° wenn der Kunde den Liefervertrag zum Datum des Umzugs kündigt;
- 2° wenn der Kunde ab dem Zeitpunkt des Umzugs einen Vertrag mit einem anderen Lieferanten abschließt;
- 3° wenn der Kunde ins Ausland oder in eine andere Region umzieht;
- 4° wenn der Kunde an eine Adresse umzieht, wo bereits ein anderer Kunde einen Liefervertrag abgeschlossen hat.»

Art. 27 - Artikel 4 § 1 der vorliegenden Verordnung wird Punkt "*m*" mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«*m*) das Informationsverfahren, das im Falle eines Umzuges einzuhalten ist, die Telefonnummer, die Postadresse, sowie die E-Mail Adresse, unter welcher die Abteilung des Anbieters zu erreichen ist, die sich mit Umzügen befasst. Über diese Kontaktwege kann der Kunde eine Kopie des Umzugsformulars vom Anbieter anfordern, das die CWaPE für rechtsgültig erklärt hat, oder gegebenenfalls durch die CWaPE ausgestellt wurde.»

Art. 28. Artikel 6 dieser Verordnung wird folgendermaßen abgeändert:

1° Abschnitt 3 des Unterabschnitts 1 wird durch den folgenden Wortlaut ergänzt:

«Die Berücksichtigung dieser Risiken kann nur durch eine Bankbürgschaft oder durch andere Sicherheiten gewährt werden. Der Anbieter darf nur eine Summe fordern, die den jährlichen Durchschnittsverbrauch von drei Monaten entsprechend der Abrechnungskategorie des betreffenden Haushaltskunden nicht übersteigt.

Weder der namentliche Anbieter noch der ausgewählte Anbieter ist berechtigt, während der Laufzeit eines Vertrages eine Bankbürgschaft oder andere Sicherheiten zu verlangen.»

Art. 29 - Der vorliegenden Verordnung wird ein Artikel *6bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *6bis*. Im Falle eines Umzugs ist der Anbieter für den betreffenden Versorgungsanschluss bis zu 30 Kalendertage nach dem Antrag verantwortlich, gemäß Artikel *23bis*, Absatz 1;

Art. 30 - Artikel 7 dieser Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° Die folgenden Punkte werden dem ersten Abschnitt *am Ende* hinzugefügt:

«13° die Kontaktdaten (Telefon, E-Mail Adresse, Fax...) der Kundenverwaltung, sowie die Frist innerhalb derer einem Kunde eine Antwort auf jegliche Anfrage geschickt wird. Diese Frist darf zehn Werktage nicht überschreiten. Die begründete Antwort muss mindestens erläutern, ob die Anfrage fundiert ist oder nicht oder ob diese noch weiter bearbeitet werden muss;

14° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail Adresse der Abteilung des Anbieters, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular.»;

2° Folgende Punkte werden dem Unterabsatz 2 *am Ende* hinzugefügt:

«die Kontaktdaten (Telefon, E-Mail Adresse, Fax...) der Kundenverwaltung, sowie die Frist innerhalb derer einem Kunde eine Antwort auf jegliche Anfrage geschickt wird. Diese Frist darf zehn Werktage nicht überschreiten. Die begründete Antwort muss mindestens erläutern, ob die Anfrage fundiert ist oder nicht oder ob diese noch weiter bearbeitet werden muss;

8° die Telefonnummer, die Postadresse sowie die E-Mail Adresse der Abteilung des Anbieters, die für Umzüge zuständig ist und den Kunden über das Umzugsverfahren informiert, sowie die Kopie des Umzugsformulars, das vom Anbieter ausgestellt und durch die CWaPE für rechtsgültig erklärt wurde oder gegebenenfalls ein von der CWaPE ausgestelltes Formular.»;

3° Folgende Unterabsätze werden *am Ende* hinzugefügt:

«§ 3 - Der Anbieter muss jedem Endverbraucher mindestens einmal jährlich eine Abrechnung schicken. Diese Abrechnung muss spätestens sechzig Tage nach dem spätesten Datum der Übergabe der Ablesedaten an den Anbieter durch den Betreiber des Verteilernetzes gemäß der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze erstellt werden.

Für die Kunden, die einen aktiven Budgetzähler besitzen, muss der Betreiber des Verteilernetzes bei geschätzten Verbrauchszahlen mittels des letzten bekannten Verbrauchs das Wiederaufladen der Karte des Budgetzählers justieren.

Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausgefallen sein, muss die Rückzahlung der zuviel erhaltenen Summe innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Abrechnung erfolgen.

§ 4 - Sobald der Versorgungsvertrag von einer der beiden Vertragsparteien beendet wurde, muss innerhalb von sechzig Tagen nach dem Erhalt der Ablesequittung, die vom Betreiber des Verteilernetzes für den Anbieter ausgestellt wurde, eine Endrechnung erstellt werden. Sollte die Abrechnung zu Gunsten des Kunden ausgefallen sein, muss die Rückzahlung der zuviel erhaltenen Summe innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Abrechnung erfolgen.

Wenn der Kunde zu Beginn seines Vertrages eine Bankbürgschaft oder eine andere Sicherheit im Sinne des Artikels 6 Absatz 3 hinterlegt hat und der Gesamtverbrauch zum Zeitpunkt der Beendigung seines Vertrages durch den Kunden beglichen wurde, muss diese Kautions innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum der Schlussrechnung freigegeben werden...»

Art. 31 - Der vorliegenden Verordnung wird ein Artikel *8bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *8bis* - Die Anbieter müssen einen telefonischen Kontakt sowie eine E-Mail Adresse bereitstellen, die ausschließlich den öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen im Rahmen ihres Auftrags zur Verfügung steht.

Ein neuer Artikel *10bis* wird dem ersten Abschnitt des Kapitels II dieser Verordnung mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *10bis* - Der Anbieter muss bei einer Kündigung eines unbefristeten Vertrages oder einer stillschweigenden Verlängerung eines unbefristeten Vertrages von Haushaltskunden eine Frist von mindestens zwei Monaten einhalten.»

Art. 33 - Artikel 13 dieser Verordnung wird folgendermaßen abgeändert:

1° Punkt 1 des ersten Absatzes wird folgendermaßen geändert: «1° gemäß Artikel 7 jedes Dokument, das der Minister zur ökonomischen Nutzung von Energie oder der Liberalisierung des Energiemarktes vorgesehen hat, zu drucken und zusammen mit den Abrechnungen zu verteilen. In diesem letzten Fall wird das Dokument auf Vorschlag oder nach Anweisung der CWaPE und in jedem Fall nach Abstimmung der Anbieter und der Betreiber des Verteilernetzes erstellt.»;

2° Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 34 - A In Artikel 17 § 1 Absatz 1 dieser Verordnung werden die Worte "dreißig Tage" durch die Worte "vierzig Tage" ersetzt.

Art. 35 - Der vorliegenden Verordnung wird ein Artikel *20bis* mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

«Art. *20bis* - Die Betreiber der Verteilernetze müssen einen telefonischen Kontakt sowie eine E-Mail Adresse bereitstellen, die ausschließlich den öffentlichen Fürsorgeeinrichtungen im Rahmen ihrer Aufgaben zur Verfügung steht.»

Art. 36 - Die folgenden Worte "Unbeschadet der Bestimmungen des Artikels *23bis*" werden zu Beginn des Absatzes 2 des Artikels 23 der vorliegenden Verordnung hinzugefügt.

Art. 37 - Ein Artikel *23bis* mit folgendem Wortlaut wird der vorliegenden Verordnung hinzugefügt:

«Art. *23bis* - Sobald der Betreiber des Verteilernetzes vom Anbieter, entsprechend der Bestimmungen der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Verteilernetze informiert wird, dass aufgrund eines Umzuges eines seiner Kunden der Anbieter nicht mehr als Anbieter dieses Zugangspunktes gilt, und dementsprechend dieser Betreiber des Verteilernetzes keine Informationen hinsichtlich der Zulassung eines neuen Anbieters an diesem Zugangspunkt hat, muss der Betreiber des Verteilernetzes mit dem neuen Nutzer dieses Zugangspunktes des Verteilernetzes oder mit dem Besitzer des Gebäudes innerhalb von fünf Werktagen schriftlich Kontakt aufnehmen, um den neuen Anbieter dieses Zugangspunktes zu ermitteln.

Falls der neue Nutzer des Zugangspunktes oder der Besitzer des Gebäudes, in dem sich der Zugangspunkt befindet, einen Liefervertrag besitzt oder falls er von einem bestimmten Anbieter beliefert wird, fordert ihn der Betreiber des Verteilernetzes auf, seinen derzeitigen Anbieter über den Umzug zu informieren.

Sollte der neue Nutzer des Zugangspunktes oder der Besitzer des Gebäudes keinerlei Liefervertrag vorweisen können, wird er vom Betreiber des Verteilernetzes aufgefordert, innerhalb von zehn Kalendertagen einen Liefervertrag mit einem Anbieter abzuschließen.

Sollte der neue Nutzer des Zugangspunktes oder der Besitzer des Gebäudes der Aufforderung des Betreibers des Verteilernetzes innerhalb von zehn Kalendertagen nicht nachkommen, eröffnet der Betreiber des Verteilernetzes ein Regulierungsverfahren.

Der Minister legt die Modalitäten dieses Regulierungsverfahrens fest.

Sollte am Ende dieses Regulierungsverfahrens kein Anbieter für den Zugangspunkt registriert worden sein, wird der Betreiber des Verteilernetzes die Gaslieferung einstellen.

Ab dem 31. Tag nachdem der Anbieter beantragt hat, seine Registrierung am betreffenden Zugangspunkt abzuschalten, muss der Betreiber des Verteilernetzes die Versorgung des Zugangspunktes bis zum Ende des Regulierungsverfahrens sicherstellen.»

Art. 38 - "Punkt 1° Absatz 1 Artikel *29bis* wird durch den folgenden Absatz ersetzt: "1° jedes Dokument, das der Minister zur ökonomischen Nutzung von Energie oder der Liberalisierung des Energiemarktes vorgesehen hat, zu drucken und zu verteilen. In diesem letzten Fall wird das Dokument auf Vorschlag oder nach Anweisung der CWaPE und in jedem Fall nach Abstimmung der Anbieter und der Betreiber des Verteilernetzes erstellt."

Art. 39 - § 1 - Artikel 31 der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° Abschnitt 1 von § 1 wird folgendermaßen geändert "Der Anbieter bestätigt den Empfang des Schreibens innerhalb von fünf Werktagen. Diese Empfangsbestätigung enthält den Hinweis, ob die Elektrizitätslieferung zu einem spezifischen Sozialtarif geliefert wird oder nicht";

2° Ein Abschnitt 4, mit folgendem Wortlaut wird am Ende hinzugefügt:

«§ 4 - Falls der Kunde, der durch den Betreiber des Verteilernetzes versorgt wird, seinen Status als geschützter Kunde verliert, fordert ihn der Betreiber des Verteilernetzes auf, innerhalb von zwei Monaten einen Vertrag mit einem Anbieter abzuschließen. Falls der Kunde zum Ablauf dieser Frist keinen Vertrag abgeschlossen hat, kann der Betreiber des Verteilernetzes bei der Kommission einen begründeten Antrag einreichen, so dass die Elektrizitätsversorgung eingestellt wird.»

Art. 40 - Artikel 33 der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° Absatz 1 4° der Wortlaut "der Anbieter schickt ihm per Einschreiben eine Mahnung" wird gestrichen;

2° Abschnitt 2 wird durch folgenden Abschnitt ersetzt:

«Der Anbieter schickt dem Kunden per Einschreiben eine Mahnung, die erläutert, dass der Kunde mangels Lösungsvorschlägen innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Versand der Mahnung als Nichtzahler gilt.»

Art. 41 - Abschnitt 6 des Artikels 34 dieser Verordnung wird durch den folgenden Abschnitt ersetzt:

«§ 6 - Der Minister legt das Verfahren für die Installation eines Budgetzählers fest. Die Frist für eine Installation darf vierzig Tage nach dem Datum des Erhalts des Antrags gemäß § 1 nicht überschreiten.

Sollte diese Frist überschritten werden, hat dies die Sperrung des Versorgungsvertrages und innerhalb dieser Sperrung die vorübergehende Substitution des Betreibers des Verteilernetzes durch den Anbieter zur Folge.»

Art. 42 - Artikel 35 dieser Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° im Abschnitt 1 werden die Worte "innerhalb von fünfzehn Tagen" durch die Worte "innerhalb von vierzig Tagen" ersetzt;

2° Abschnitt 4 wird durch den folgenden Abschnitt ersetzt:

«§ 4 - Der Minister legt das Aktivierungsverfahren für die Vorauszahlungsfunktion fest. Die Aktivierung darf gemäß § 1 nicht später als vierzig Tage nach dem Eingangsdatum des Antrags stattfinden.»

Art. 43 - In Artikel 39 dieser Verordnung wird am Ende der folgende Satz eingefügt:

«Der Anbieter, der die Installation eines Budgetzählers oder die Aktivierung einer Vorauszahlung beantragt hat, muss seinen Antrag zurückziehen, falls die Forderungen des Haushaltskunden beglichen wurden. Der Minister legt die Anwendungsmodalitäten der Aufhebung des Antrags auf Installation eines Budgetzählers und der Aktivierung einer Vorauszahlungsfunktion fest.»

Art. 44 - In Artikel 40 Abschnitt 1 dieser Verordnung werden die Worte "15. November" durch die Worte "1. November" ersetzt.

Art. 45 - Im Kapitel IV dieser Verordnung wird ein Abschnitt 3a mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Abschnitt 3bis — Vorübergehende Versorgung des nicht geschützten Haushaltskunden während der Kälteperiode, dessen Vertrag gekündigt wurde oder dessen Vertrag innerhalb dieses Zeitraumes ausgelaufen ist».

Art. 46 - Im neuen Abschnitt 3bis des Kapitels IV dieser Verordnung wird ein Artikel 40bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 40bis - Der Betreiber des Verteilernetzes muss während des Zeitraumes des Einstellungsverbotes gemäß Artikel 40, die Gaslieferung an den nicht geschützten Haushaltskunden dessen Vertrag gekündigt wurde oder in diesem Zeitraum abgelaufen ist, und der zum Ende dieses Vertrages oder zur Kündigungsfrist keinen Vertrag mit einem neuen Anbieter abgeschlossen hat, vorübergehend sicherstellen.

Zu diesem Zweck benachrichtigt der Anbieter den Betreiber des Verteilernetzes über die Situation gemäß Abschnitt 1 entsprechend der technischen Bestimmungen für die Verwaltung der Verteilernetze über den Informationsaustausch.

Die Gaslieferung an den nicht geschützten Haushaltskunden durch den Betreiber des Verteilernetzes erfolgt entsprechend der Tarife der ministeriellen Verordnung vom 15. Februar 2005 in der die Höchstgrenze der Tarife für die Erdgaslieferung durch die Betreiber des Verteilernetzes festgelegt sind, deren Liefervertrag durch ihren Betreiber gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigem Einkommen oder als Verbraucher in prekären Verhältnissen im Sinne des Artikels 15/10 § 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 hinsichtlich des Transportes von gasförmigen Produkten durch Leitungen, gelten.

Fünfzehn Tage vor Ablauf der Frist innerhalb derer eine Stromsperrung gemäß Artikel 40 verboten ist, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dem Haushaltskunden per Post sein Interesse mit, spätestens innerhalb von sechzig Werktagen einen Liefervertrag im Anschluss an das Ende der Sperrfrist für eine Stromsperrung mit ihm abzuschließen. In diesem Schreiben wird er darüber informiert, dass die Gasversorgung eingestellt wird, falls er keinen neuen Liefervertrag abschließt.»

Art. 47 - Artikel 42 dieser Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° im Unterabschnitt 1 werden folgende Punkte nach Punkt 9 hinzugefügt:

"10 die Anzahl der Anfragen, die an die Kundenverwaltung gestellt werden, gemäß Artikel 7 § 1 13°;

11° die durchschnittliche Frist für die Bearbeitung der Anträge, die an die Kundenverwaltung gestellt werden, gemäß Artikel 7 § 1 13°"

2° Punkt 10 Abschnitt 1 wird damit zu Punkt 12°;

3° zu Punkt 1 des Unterabschnittes 2 werden am Ende die Worte "im föderalen wie im regionalen Sinne" hinzugefügt;

4° Abschnitt 2 wird durch folgende Punkte ergänzt:

"3° die Anzahl der Anrufungen der Kommission pro Gemeinde und die Art der Entscheidungen, die diese verabschiedet.

4° die Anzahl der säumigen Kunden, wobei geschützte Haushaltskunden im Sinne der föderalen Vorschriften, geschützte Kunden, im Sinne der wallonischen Vorschriften und nicht geschützte Kunden unterschieden werden";

5° und alle anderen aggregierten Daten, die von der "CWaPE" festgelegt werden.

Art. 48 - Artikel 44 dieser Verordnung wird durch folgende Bestimmungen ersetzt:

« Art. 44. § 1 - Die Vorschriften des Abschnitts 3 aus Kapitel IV der vorliegenden Verordnung treten am 1. August 2008 für alle Haushaltskunden in Kraft, die ab dem genannten Datum in Zahlungsverzug sind.

§ 2 - Bei einem Verstoß gegen Artikel 34 § 6 wird spätestens zum 31. Oktober 2009 bei allen Haushaltskunden, die vorübergehend durch den Betreiber des Verteilernetzes unter Anwendung des Artikels 45 §§ 3 und 4 beliefert werden, ein Budgetzähler installiert.

Zu diesem Zweck wird der Betreiber des Verteilernetzes der CWaPE monatlich einen detaillierten Bericht abliefern, zum ersten Mal am 15. April 2008, der insbesondere folgende Informationen enthält:

— die Anzahl der Anträge für die Installation von Budgetzählern, die im Monat vor dem Erscheinungsdatum des Berichtes eingereicht wurden;

— die angehäuften Anzahl von Anträgen auf Installation von Budgetzählern;

— die Anzahl der angebrachten Budgetzähler im Monat vor dem Erscheinungsdatum des Berichtes;

— die Planung und die Mittel, die aufgewendet wurden, um die Installationsanträge zu bearbeiten;

— die Aussichten auf eine vollständige Bearbeitung der Anzahl der Kundenanträge auf einen Budgetzähler.

Nach dem 1. August 2008 berücksichtigt dieser Bericht ebenso die Anzahl der Installationen von Budgetzählern bei Kunden, die nach diesem Datum im Zahlungsverzug waren.

Die CWaPE überprüft, ob die aufgeführten Daten im genannten Bericht die Fälligkeit einhalten können, die im ersten Absatz aufgeführt ist. Die CWaPE schickt dem Minister innerhalb eines Monats nach Übergabe des ersten Berichtes eine Mitteilung und informiert danach den Minister monatlich über den Fortschritt der Installation von Budgetzählern.

Art. 49 - Artikel 45 der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert:

«Art. 45 - § 1 - Solange die Vorschriften des Abschnitts III des Kapitels IV noch nicht in Kraft getreten sind, kommt der vorliegende Artikel zur Anwendung. Vom 1. August 2008 an, wirkt sich die vorliegende Vorschrift solange auf die Kunden aus, die vor dem 1. August 2008 in Zahlungsverzug waren, bis ein Budgetzähler installiert wurde.

§ 2 - Gemäß Artikel 9 des Dekretes ist der Betreiber des Verteilernetzes befugt, geschützte Kunden zu einem Sozialtarif zu beliefern.

Zu diesem Zweck richtet der geschützte Kunde einen schriftlichen Antrag an den Betreiber des Verteilernetzes, dem er zugeordnet ist.

Sobald dieser Antrag eingegangen ist, und unbeschadet der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Netze hinsichtlich des Informationsaustausches, muss der Betreiber des betreffenden Netzes den geschützten Kunden zum Sozialtarif beliefern.

§ 3 - Sobald ein geschützter Kunde im Zahlungsverzug ist, informiert der Anbieter entsprechend der technischen Vorschriften für die Verwaltung der Netze hinsichtlich des Informationsaustausches den Betreiber des Verteilernetzes über den Zahlungsverzug des geschützten Kunden. In diesem Informationsaustausch über gibt der Anbieter insbesondere den Nachweis an den Betreiber des Verteilernetzes, dass es sich um einen Status eines geschützten Kunden handelt.

Sobald die Informationen, die der erste Abschnitt des vorliegenden Absatzes vorsieht, eingegangen sind, wird der Betreiber des Verteilernetzes den geschützten Kunden beliefern.

Die Rechnung, welche der Betreiber des Verteilernetzes an den Kunden schickt, enthält die folgenden Posten:

1° das Datum der fälligen Zahlung, das nicht weiter als fünfzehn Tage zurückliegen darf, sowie die Kontaktdaten der Abteilung für die Ausarbeitung eines Zahlungsplanes;

2° die Möglichkeit, eine öffentliche Fürsorgeeinrichtung oder einen anerkannten Schuldenberater einzuschalten, sowie die Kontaktdaten dieser Einrichtungen;

3° das Verfahren, das angestrebt wird, falls der Kunde keine Lösung hinsichtlich der Zahlung der besagten Rechnung vorbringen kann. Dieses Verfahren sieht den Rückgriff auf die Kommission vor.

Falls der Kunde die Höhe der Rechnung nicht zum vorgesehenen Zeitpunkt beglichen hat, schickt der Betreiber des Verteilernetzes eine Erinnerung, die mindestens folgende Hinweise erhalten muss:

1° das Datum der fälligen Zahlung, das nicht weiter als zehn Tage zurückliegen darf, sowie die Kontaktdaten der Abteilung für die Ausarbeitung eines Zahlungsplanes;

2° die Möglichkeit, das öffentliche Fürsorgezentrum oder einen anerkannten Schuldenberater einzuschalten, sowie die Kontaktdaten dieser Institutionen;

3° das Verfahren, das angestrebt wird, falls der Kunde keine Lösung hinsichtlich der Zahlung der besagten Rechnung vorbringen kann, sieht den Rückgriff auf die Kommission vor.

Falls der Kunde die Höhe der Rechnung nicht beglichen oder einen Zahlungsplan mit der zuständigen Abteilung des Betreibers des Verteilernetzes zum vorgesehenen Zeitpunkt, wie in Abschnitt 4,1 ausgearbeitet hat, schickt ihm der Betreiber des Verteilernetzes eine Mahnung.

In diesem Schreiben wird mitgeteilt, dass mangels eines Lösungsvorschlages innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Versand der Mahnung die Kommission mit dem Vorgang betraut werden wird.

Der Betreiber des Verteilernetzes kann bei geschützten Kunden erst dann die Gaslieferung einstellen, wenn die Entscheidung der Einstellung der Gaslieferung durch die Kommission bekannt gegeben wurde

§ 4 - Falls ein nicht geschützter Haushaltskunde im Zahlungsverzug ist, wird der Vertrag mit dem Anbieter aufgehoben.

Der Anbieter schickt, sobald der Zahlungsverzug festgestellt wurde ein von der CwAPE genehmigtes Schreiben an den Kunden, indem das Verfahren im Falle eines Zahlungsverzuges in Erwartung der Installation eines Budgetzählers erläutert wird und benachrichtigt gleichzeitig den Betreiber des Verteilernetzes gemäß den Vorschriften der technischen Verordnung für die Verwaltung der Netze hinsichtlich des Informationsaustausches.

Die Auflösung des Vertrages darf frühestens fünfzehn Werktagen nach dem Versand dieser Informationen stattfinden.

Das Schreiben, das der Anbieter dem Kunden schickt, muss mindestens folgende Punkte enthalten:

1° die ausdrückliche Liste der Kundenkategorien, die als geschützte Kunden gelten können, oder gegebenenfalls die Auflistung der Dokumente, die einzureichen sind, um als geschützter Kunde anerkannt zu werden;

2° die Information, wonach die Kontaktdaten des Kunden innerhalb von zehn Tagen nach Versand des Briefes durch den Anbieter an die öffentliche Fürsorgeeinrichtung geschickt wird, es sei denn, dieser widerspricht.

3° die Information, wonach in Erwartung eines Budgetzählers sein Liefervertrag aufgehoben wird und der Betreiber des Verteilernetzes die Gaslieferung gemäß der Tarife, die in der Ministerialverordnung vom 15. Februar 2005 festgelegt sind, sicherstellt, welche die Höchstpreise für die Lieferung von Erdgas durch die Versorgungsunternehmen an die Endverbraucher regelt, deren Liefervertrag durch ihren Anbieter gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigem Einkommen oder als Verbraucher in prekären Verhältnissen im Sinne des Artikels 15/10, § 2, des Gesetzes vom 12. April 1965 hinsichtlich des Transportes von gasförmigen Produkten durch Leitungen gelten;

4° die Tatsache, dass der Liefervertrag zu denselben allgemeinen Bedingungen in Kraft tritt, sobald der Budgetzähler installiert wird und sobald der Kunde alle seine Kosten für die Gaslieferung beim Betreiber des Verteilernetzes für die Dauer der Aufhebung des Vertrages bezahlt hat;

Der Anbieter schickt dem Kunden auf der Grundlage des Verbrauchsanzeigers, den der Betreiber des Verteilernetzes übergeben hat, aufgrund der Aufhebung des Vertrages, eine "vorläufigen Abschlussrechnung".

Mit einer Frist von zehn Werktagen nach dem Versand der Informationen, die in Absatz 1 vorgesehen sind, schickt der Betreiber des Verteilernetzes dem Kunden einen Brief, der von der CwAPE genehmigt wurde, indem er darüber informiert, dass die Gaslieferung durch den Betreiber des Verteilernetzes vorübergehend sichergestellt wird, bis zur endgültigen Installation des Budgetzählers und der vollständigen Rückzahlung der Kosten für die Gaslieferung durch den Kunden, die der Betreiber des Verteilernetzes sichergestellt hatte.

Mit diesem Schreiben wird der Kunde ebenfalls darüber informiert, dass die Gaslieferung an den nicht geschützten Haushaltskunden durch den Betreiber des Verteilernetzes entsprechend der Tarife der ministeriellen Verordnung vom 15. Februar 2005, in der die Höchstgrenze der Tarife für die Erdgaslieferung durch die Betreiber des Verteilernetzes festgelegt sind, erfolgt, deren Liefervertrag durch ihren Betreiber gekündigt wurde und die nicht als geschützte Haushaltskunden mit niedrigem Einkommen oder als Verbraucher in prekären Verhältnissen im Sinne des Artikels 15/10 § 2 des Gesetzes vom 12. April 1965 hinsichtlich des Transportes von gasförmigen Produkten durch Leitungen, gelten.

Die Rechnung, welche der Betreiber des Verteilernetzes an den Kunden schickt, enthält die folgenden Posten:

1° das Datum der fälligen Zahlung, das nicht weiter als fünfzehn Tage zurückliegen darf, sowie die Kontaktdaten der Abteilung für die Ausarbeitung eines Zahlungsplanes;

2° die Möglichkeit, eine öffentliche Fürsorgeeinrichtung oder einen anerkannten Schuldenberater einzuschalten, sowie die Kontaktdaten dieser Einrichtungen;

3° das Verfahren, das angestrebt wird, falls der Kunde keine Lösung hinsichtlich der Zahlung der besagten Rechnung vorbringen kann, sieht den Rückgriff auf die Kommission vor.

Falls der Kunde die Höhe der Rechnung nicht zum vorgesehenen Zeitpunkt beglichen hat, schickt der Betreiber des Verteilernetzes eine Erinnerung, die mindestens folgende Hinweise erhalten muss:

1° das Datum der fälligen Zahlung, das nicht weiter als zehn Tage zurückliegen darf, sowie die Kontaktdaten der Abteilung für die Ausarbeitung eines Zahlungsplanes;

2° die Möglichkeit, das öffentliche Fürsorgezentrum oder einen anerkannten Schuldenberater einzuschalten, sowie die Kontaktdaten dieser Institutionen;

3° das Verfahren, das angestrebt wird, falls der Kunde keine Lösung hinsichtlich der Zahlung der besagten Rechnung vorbringen kann, sieht den Rückgriff auf die Kommission vor.

Falls der Kunde die Höhe der Rechnung nicht beglichen oder keinen Zahlungsplan mit der zuständigen Abteilung des Betreibers des Verteilernetzes zum vorgesehenen Zeitpunkt, wie unter 1 des vorhergehenden Abschnittes ausgearbeitet hat, schickt ihm der Betreiber des Verteilernetzes eine Mahnung.

In diesem Schreiben wird mitgeteilt, dass mangels eines Lösungsvorschlages innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen nach dem Versand der Mahnung die Kommission mit dem Vorgang betraut werden wird.

Der Betreiber des Verteilernetzes kann bei Kunden erst dann die Gaslieferung einstellen, wenn die Entscheidung der Einstellung der Gaslieferung durch die Kommission bekannt gegeben wurde. Die Entscheidung der Kommission über eine Einstellung bedingt automatisch die Kündigung des Liefervertrages.

§ 5 - Wenn der Budgetzähler beim Kunden installiert wird, dessen Vertrag gemäß § 4 aufgehoben wurde, müssen die möglichen Schulden des Kunden beim Betreiber des Verteilernetzes aufgrund der vorübergehenden Gaslieferung durch eine Erhöhung von 30% des Preises der kWh, die vom Budgetzähler parametrisiert wurden, wieder erwirtschaftet werden.

Falls die Schulden gegenüber dem Betreiber des Verteilernetzes bereinigt wurden, muss der Betreiber des Verteilernetzes den Kunden, ebenso wie den Anbieter gemäß der Vorschriften der technischen Bestimmungen für die Verwaltung der Verteilernetze hinsichtlich des Informationsaustausches darüber schriftlich informieren. Dieser Informationsaustausch beinhaltet den Versand der Zählerquittung des Kunden durch den Betreiber des Verteilernetzes.

Die Aufhebung des Liefervertrages wie in Abschnitt 1 von § 4 vorgesehen, wird aufgehoben und der Vertrag läuft fünfzehn Tage nach dieser Mitteilung zu denselben allgemeinen Bedingungen weiter.

§ 6 - Wenn der Gasliefervertrag eines nicht geschützten Haushaltskunden aus einem anderen Grund als einer Nichtzahlung gekündigt wird, oder falls dieser innerhalb des Zeitraumes der Einstellung der Lieferung gemäß § 7 des vorliegenden Artikels ausläuft, und falls dieser Kunde am Ende des Vertrages oder der Kündigungsfrist noch keinen neuen Vertrag mit einem neuen Anbieter geschlossen hat, hat der Betreiber des Verteilernetzes die Pflicht, gemäß Artikel 32 2° des Dekretes, diesen Kunden zu beliefern.

Zu diesem Zweck benachrichtigt der Anbieter den Betreiber des Verteilernetzes über die Situation, gemäß der technischen Bestimmungen für die Verwaltung der Verteilernetze über den Informationsaustausch.

Fünfzehn Tage vor Ablauf der Frist innerhalb derer eine Einstellung der Lieferung gemäß § 7 des dieses Artikels verboten ist, teilt der Betreiber des Verteilernetzes dem Haushaltskunden per Post sein Interesse mit, spätestens innerhalb von sechzig Werktagen einen Liefervertrag im Anschluss an das Ende der Sperrfrist für eine Einstellung der Lieferung mit ihm abzuschließen. In diesem Schreiben wird er darüber informiert, dass die Gasversorgung eingestellt wird, falls er keinen neuen Liefervertrag abschließt.

§ 7 - Zwischen dem 1. November und dem 15. März darf keinerlei Einstellung der Gaslieferung stattfinden. Falls es besondere klimatische Bedingungen erforderlich machen, kann der Minister diesen Zeitraum verlängern.

Die gebuchten Lieferungen im Zeitraum 1. November bis 15. März gehen zu Lasten des Kunden.

Art. 50 - Ein Artikel 45bis mit folgendem Wortlaut wird der vorliegenden Verordnung hinzugefügt:

«Art. 45bis - Das Verfahren gemäß Artikel 45 Abschnitt 4 und 5 wird bei nicht geschützten Haushaltskunden angewendet, die sich innerhalb der Sperrfrist für eine Elektrizitätssperrung gemäß Artikel 45 § 5 vor dessen Änderungen durch diese Verordnung, die am 15. November 2007 Gültigkeit erlangt, im Status Nichtzahlung befinden und bei denjenigen, die sich vor diesem Zeitraum im Status Nichtzahlung befanden und für die der Betreiber des Verteilernetzes die Lieferung vor dem 15. November 2007 nicht einstellen konnte.

Das vorgesehene Verfahren gemäß Artikel 45 § 6 wird auf die nicht geschützten Haushaltskunden angewendet, deren Liefervertrag aus einem anderen Grund als Nichtzahlung gekündigt wurde oder deren Vertrag während der Zeit der Sperrfrist für die Einstellung der Lieferung abgelaufen ist, gemäß Artikel 45 § 5 dieser Verordnung, bevor diese durch die vorliegende Verordnung, die am 15. November 2007 in Kraft trat, geändert wurde.

Art. 51 - Ein Artikel 45ter mit folgendem Wortlaut wird der vorliegenden Verordnung hinzugefügt:

«Art. 45ter - Die Kunden, deren Gaslieferung zwischen dem 15. März und dem 1. August 2008 gekündigt wurden, erhalten aufgrund einer einfachen Anfrage beim Betreiber des Verteilernetzes einen Budgetzähler. In diesem Rahmen darf der Anteil der Kunden an den Kosten der Installation eines Budgetzählers nicht mehr als eine indizierte Summe von 150 Euro inklusive Steuern betragen...»

KAPITEL III. — *Änderungsbestimmungen der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 17. Juli 2003 der lokalen Kommission über die Mitteilung der Abschaltung.*

Art. 52 - Der vorletzte Satz des Abschnitts 3 des Artikels 4 der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 17. Juli 2003 gemäß der Mitteilung der lokalen Kommission zur Einstellung der Lieferung wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt: "Der Präsident legt das Verfahren fest und ermöglicht dem Kunden, angehört zu werden und sich durch eine Person seiner Wahl unterstützen oder vertreten zu lassen";

Art. 53 - Artikel 6bis der vorliegenden Verordnung wird folgendermaßen geändert:

1° der vorletzte Satz des Absatzes 4 wird folgendermaßen geändert: " Der Präsident legt das Verfahren fest und ermöglicht dem Kunden, angehört zu werden und sich durch eine Person seiner Wahl unterstützen oder vertreten zu lassen ";

2° in den Abschnitten 4 und 6 werden die Worte "geschützte Nichtzahler" gestrichen;

3° in Absatz 7 wird das Wort "geschützt" gestrichen.

Art. 54 - Artikel 6d wird folgendermaßen abgeändert:

1° in den Unterabschnitten 1 und 2, Abschnitten 2, 3 und 4 dieser Verordnung wird das Wort "geschützt" gestrichen;

2° § 1 der erste Unterabsatz wird folgendermaßen ergänzt: "Wenn sich die Kommission aufgrund der Anwendung des Artikels 40 der Verordnung der Regierung der wallonischen Region vom 30. März 2006 hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes im Gasmarkt versammelt, erläutert das Schreiben, dass der geschützte Kunde die Möglichkeit hat, von einer Mittlung der Gasversorgung seiner aufladbaren Karte zu profitieren und führt die Orte auf, an denen die Karte aufgeladen werden kann."

Art. 55 - Der Verordnung wird ein Kapitel V mit dem Titel "Bereich der Elektrizitäts- und Gaslieferung".

Art. 56 - Dem neuen Kapitel V der Verordnung wird ein Artikel *6quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. *6quinquies* - Die Kommission versammelt sich, sobald ein Betreiber eines Verteilernetzes einen Antrag gemäß der Artikel 27 § 4 der Verordnung hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und Artikel 31 § 4 der Verordnung hinsichtlich der Verpflichtungen des öffentlichen Dienstes im Gasmarkt gestellt hat. Der Antrag wird per Brief an den Präsidenten der Kommission der Gemeinde geschickt, in welcher der Kunde wohnhaft ist. Er muss ein Legitimationspapier enthalten, das beweist, dass der Kunde darüber unterrichtet wurde, dass er seinen Status als geschützter Kunde verloren und innerhalb der Fristen in den vorab genannten Artikeln keinen Vertrag mit einem Anbieter abgeschlossen hat.

Innerhalb von zehn Werktagen nach dem Eingang des Antrags ruft der Präsident per Brief eine Versammlung der Kommission ein und fügt diesem Schreiben den Antrag mit sämtlichen Anhängen des Betreibers der Verteilernetze an die Mitglieder der Kommission bei. Gleichzeitig wird innerhalb dieser Frist die Einberufung mit dem Anhang per Brief an den geschützten Kunden geschickt. Der Präsident erläutert das Verfahren und fordert den Kunden auf, von seinem Recht angehört zu werden und sich durch eine Person seiner Wahl unterstützen oder vertreten zu lassen, Gebrauch zu machen. Die Versammlung findet innerhalb von dreißig Werktagen nach der Anrufung statt.

Gleichzeitig nimmt, sofern möglich, der/die Sozialarbeiter(in), der/die für die soziale Betreuung des Kunden hinsichtlich der Energieversorgung zuständig ist, mit dem Kunden so bald wie möglich Kontakt auf.

Falls die Kommission die Aberkennung des Status geschützter Kunde bestätigt, schickt die Kommission eine Mitteilung ab, die die Einstellung der Gas- oder Elektrizitätslieferung durch den Betreiber der Verteilernetze zum Inhalt hat, diese kann frühestens fünf Werktage nach dem Datum der Zustellung der Mitteilung der Kommission erfolgen.»

Art. 57 - Ein Artikel *6sexies* mit folgendem Wortlaut wird der vorliegenden Verordnung hinzugefügt:

«Art. *6sexies* - Falls ein Kunde von einer Einstellung der Elektrizitäts- oder Gaslieferung auf Grundlage einer entsprechenden Mitteilung der Kommission betroffen ist und falls er der Ansicht ist, dass diese Situation nicht mehr berechtigt ist, kann er die Neueröffnung seines Zählers beim Betreiber des Verteilernetzes beantragen.

Falls dieser innerhalb von fünf Werktagen nach diesem Antrag nicht zugunsten des Kunden antwortet, kann dieser die Kommission anrufen. Der Kunde fügt seinem Antrag unter Androhung von Nichtannehmbarkeit die Mitteilung der öffentlichen Fürsorgeeinrichtung auf die Begründetheit seines Antrags auf Wiedereröffnung seines Zählers bei. Sollte die öffentliche Fürsorgeeinrichtung zugunsten der Anrufung entscheiden, beruft der Präsident die Kommission ein, gemäß des Verfahrens der Einberufung, das in dieser Verordnung vorgesehen ist.»

Art. 58 - Diese Verordnung tritt am 15. Juni 2008 in Kraft, ausgenommen sind die Artikel 48 bis 51, die am 15. März 2008 in Kraft treten.

Namur, den 28. Februar 2008

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,
A. ANTOINE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 775

[2008/200755]

28 FEBRUARI 2008. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van de besluiten van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt en op de gasmarkt en van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 34, 1°, a), b) en d) en 2°, a) en c);

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, inzonderheid op artikel 32, 1° en 2° en de artikelen 33, 1° en 3°, 36, § 1 en 46;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie inzake bericht van onderbreking.

Gelet op het advies van de CWaPE.CD-7k27-CWaPE-179 van 3 december 2007;

Gelet op het advies van de Hoge Raad van steden, gemeenten en provincies van het Waalse Gewest, verleend op 25 oktober 2007;

Gelet op het advies 43.979/4 van de Raad van State, verleend op 21 januari 2008, bij toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt*

Artikel 1. Artikel 2, 9° van het besluit van de Waalse regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt wordt vervangen als volgt:

« 9° "technisch reglement voor het beheer van de distributienetten": het besluit van de Waalse regering van 24 mei 2007 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten in het Waalse Gewest en de toegang daartoe ».

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. De leverancier is verplicht om binnen de tien werkdagen te antwoorden op elke leveringsaanvraag ingediend door een afnemer en hem een voorstel van leveringscontract voor te leggen.

Als het gaat om een residentiële afnemer, bevat het contractvoorstel minstens :

1° de bepalingen betreffende de beschermde afnemers;

2° de bepalingen betreffende de budgetmeter met of zonder vermogensbegrenzer;

3° de procedure in geval van wanbetaling;

4° de na te leven procedure tot inlichting in geval van verhuizing, waaronder, met name, het gebruik van het verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, het formulier opgesteld door de CWaPE. »

Art. 3. Bij hetzelfde besluit wordt een artikel *3bis* toegevoegd dat luidt als volgt :

« Art. *3bis*. In geval van verhuizing wordt de levering door de leverancier met wie de afnemer een contract heeft gesloten, of, desgevallend, de levering die verzekerd wordt door de aangestelde leverancier, voortgezet op het nieuwe adres van de afnemer volgens dezelfde voorwaarden.

Die voortzetting van levering is niet van toepassing in de volgende gevallen :

1° indien de afnemer het leveringscontract opzegt, te rekenen vanaf de datum van de verhuizing;

2° indien de afnemer een contract sluit met een andere leverancier, te rekenen vanaf de datum van de verhuizing

3° indien de afnemer naar het buitenland of naar een ander Gewest verhuist;

4° indien de afnemer verhuist naar het adres van een andere afnemer die reeds een leveringscontract heeft gesloten. »

Art. 4. Artikel 4, § 1, van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd

1° punt "g" wordt als volgt aangevuld :

« De kostprijs verbonden met de groenestroomcertificaten wordt specifiek geïdentificeerd en mag in geen geval begrepen zijn in de post betreffende de belastingen en heffingen. »;

2° er wordt een punt "n" toegevoegd dat luidt als volgt

« n) de procedure tot inlichting die moet worden nageleefd in geval van verhuizing, het telefoonnummer, het postadres en elektronisch adres om de dienst van de leverancier te contacteren die speciaal belast is met de verhuisprocedures. Via die contactmiddelen kan de afnemer een kopie verkrijgen van het verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE. »

Art. 5. Lid 3 van § 1 van artikel 6 van hetzelfde besluit wordt als volgt aangevuld : "Het in acht nemen van die risico's kan slechts geschieden via het instellen van een bankwaarborg of van andere waarborgen. Het door de leverancier gevraagde bedrag mag niet meer bedragen dan drie maanden gemiddeld verbruik per jaar dat overeenstemt met de afnemerscategorie waartoe de betrokken residentiële afnemer behoort.

Er mag geen enkele bankwaarborg, of andere waarborgen, opgelegd worden, zowel door de aangestelde leverancier als door de gekozen leverancier, tijdens de uitvoering van een contract."

Art. 6. Bij ditzelfde artikel wordt een artikel *6bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *6bis*. In geval van verhuizing blijft de leverancier belast met het betrokken toegangspunt tot dertig kalenderdagen na zijn aanvraag zoals bedoeld in artikel *22bis*, lid 1;

Art. 7. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Punt 9 van § 1 wordt aangevuld als volgt : "Deze kostprijs wordt specifiek geïdentificeerd en mag in geen geval begrepen zijn in de post betreffende de belastingen en heffingen;"

2° De volgende punten worden toegevoegd aan § 1, *in fine* :

« 15° de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord zal worden gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd. Die termijn mag niet meer bedragen dan tien werkdagen. Het met reden omklede antwoord moet ten minste vermelden of de vraag al dan niet gegrond is of indien die verder moet worden onderzocht;

16° het telefoonnummer, het postadres en het elektronische adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE; »

3° De volgende punten worden toegevoegd aan paragraaf 2, *in fine* :

"7° de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd. Die termijn mag niet meer bedragen dan tien werkdagen. Het met reden omklede antwoord moet ten minste vermelden of de vraag al dan niet gegrond is of indien die verder moet worden onderzocht.

8° het telefoonnummer, het postadres en het elektronisch adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE;

4° de volgende paragrafen worden toegevoegd *in fine* :

« § 3. Minstens één maal per jaar maakt de leverancier, voor elke eindafnemer, een regularisatiefactuur. Die factuur moet gemaakt worden uiterlijk binnen de zestig dagen volgend op de uiterlijke datum waarop de gegevens betreffende de meteropname uitgevoerd door de netbeheerder en voorzien in het technische reglement voor het beheer van de distributienetten, aan de leverancier werden overgemaakt.

Voor de afnemers met een actieve budgetmeter is de netbeheerder gehouden, in geval van geraamde indexen, om die aan te passen op basis van de laatste index die bekend is bij het opladen van de kaart van de budgetmeter.

In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde geschieden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de regularisatiefactuur.

§ 4. Wanneer een eind wordt gemaakt aan het leveringscontract door één van de partijen, moet een eindfactuur worden opgemaakt door de leverancier binnen de zestig dagen volgend op de datum van mededeling van de meterstand die door de netbeheerder op vraag van de leverancier wordt overgemaakt. In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde geschieden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de eindfactuur

Ingeval een bankwaarborg of een andere waarborg in de betekenis van artikel 6, lid 3, door de afnemer werd ingesteld bij de aanvang van het contract en indien het totale verbruik werd betaald door de afnemer op het ogenblik van het beëindigen van zijn contract, moet de genoemde waarborg vrijgemaakt worden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de eindfactuur. »

Art. 8. Bij datzelfde besluit wordt een artikel *8bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *8bis*. De leveranciers zijn gehouden om een telefonisch contactpunt te voorzien alsook een elektronisch adres dat enkel toegankelijk is voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van hun opdrachten. »

Art. 9. Er wordt een nieuw artikel *10bis* toegevoegd aan afdeling 1 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit, dat luidt als volgt :

« Art. *10bis*. De leverancier is gehouden een opzeggingstermijn van minstens twee maanden na te leven om het contract van onbepaalde duur op te zeggen of om zich te verzetten tegen de stilzwijgende verlenging van een contract van bepaalde van residentiële afnemers. »

Art. 10. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 1° van lid 1 wordt als volgt vervangen : "1° om bij de in artikel 7 bedoelde facturen elk document af te drukken of te verspreiden dat door de Minister wordt voorgeschreven betreffende het rationeel energieverbruik of de liberalisatie van de energiemarkt. In dat laatste geval wordt het document opgesteld op voordracht of na advies van de CWaPE en in alle gevallen na overleg met de leveranciers en de beheerders van distributienetten.;"

2° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 11. In artikel 16, § 1, lid 1 van hetzelfde besluit worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "veertig dagen".

Art. 12. Bij hetzelfde besluit wordt een artikel *21bis* toegevoegd dat luidt als volgt :

« Art. *21bis*. De beheerders van distributienetten zijn verplicht om een telefonisch contactpunt te voorzien alsook een elektronisch adres dat enkel toegankelijk is voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van hun opdrachten.

Art. 13. De volgende woorden "Onverminderd artikel *22bis*," worden toegevoegd aan het begin van lid 2 van artikel 22 van hetzelfde besluit.

Art. 14. In hetzelfde besluit wordt een artikel *22bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *22bis*. Wanneer de netbeheerder door een leverancier wordt ingelicht overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten betreffende de informatie-uitwisseling, dat omwille van de verhuizing van één van zijn afnemers, die leverancier niet meer moet ingeschreven worden als leverancier van het betrokken toegangspunt, en op voorwaarde dat die netbeheerder over geen enkele informatie beschikt betreffende de inschrijving van een nieuwe leverancier van datzelfde toegangspunt, is de netbeheerder verplicht om schriftelijk contact op te nemen met de nieuwe gebruiker van het toegangspunt van het distributienet of met de eigenaar van het gebouw binnen de vijf werkdagen teneinde de nieuwe leverancier van dat toegangspunt te bepalen.

Indien de nieuwe gebruiker van het toegangspunt of de eigenaar van het gebouw waar het toegangspunt zich bevindt, beschikt over een leveringscontract of indien hij voorzien wordt door een aangestelde leverancier, wordt hij door de netbeheerder verzocht om zijn huidige leverancier op de hoogte te brengen van zijn verhuizing.

Indien de nieuwe gebruiker van het toegangspunt of de eigenaar van het gebouw niet over een leveringscontract beschikt, wordt hij door de netbeheerder verzocht om een leveringscontract te sluiten met een leverancier binnen de tien kalenderdagen.

Indien de nieuwe gebruiker van het toegangspunt of de eigenaar van het gebouw geen gevolg geeft aan de vraag van de netbeheerder binnen de bovenvermelde termijn van tien kalenderdagen, start de netbeheerder een regularisatieprocedure.

De Minister bepaalt de modaliteiten van die regularisatieprocedure.

Indien na de regularisatieprocedure geen leverancier werd ingeschreven voor het betrokken toegangspunt, gaat de netbeheerder over tot de opschorting van de elektriciteitslevering, volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

Vanaf de 31e dag volgend op de vraag van de leverancier betreffende de opheffing van zijn inschrijving op het betrokken toegangspunt, is de netbeheerder verplicht om in te staan voor de voeding van het toegangspunt tot het einde van de regularisatieprocedure. »

Art. 15. Punt 1 van lid 1 van artikel *25bis* wordt vervangen als volgt : "1° om elk document af te drukken of te verspreiden dat door de Minister wordt voorgeschreven betreffende het rationeel energieverbruik of de liberalisatie van de energiemarkt. In dat laatste geval wordt het document opgesteld op voordracht of na advies van de CWaPE en in alle gevallen na overleg met de leveranciers en de beheerders van distributienetten."

Art. 16. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° Lid 1 van § 1 wordt als volgt aangevuld "De leverancier meldt ontvangst van de voornoemde brief binnen een termijn van vijf werkdagen. Die ontvangstmelding vermeldt of de elektriciteitslevering al dan niet verzekerd zal worden tegen het speciale sociale tarief.;"

2° Er wordt een paragraaf 4 toegevoegd, die luidt als volgt, *in fine* :

« § 4. Indien de afnemer die door de netbeheerder van elektriciteit wordt voorzien, zijn hoedanigheid van beschermde afnemer verliest, verzoekt de netbeheerder hem om binnen de twee maanden een contract te sluiten met een leverancier. Indien de afnemer niet beschikt over een contract tegen het verstrijken van die termijn, kan de netbeheerder bij de Commissie een met reden omklede vordering indienen om over te gaan tot de opschorting van de elektriciteitslevering. »

Art. 17. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in lid 1, 4° worden de woorden "de leverancier richt een ingebrekestelling tot hem door middel van een aangetekende brief" opgeheven;

2° Lid 2 wordt vervangen door het volgende lid : "De leverancier richt aan de afnemer, door middel van een aangetekende brief, een ingebrekestelling die preciseert dat bij ontstentenis van een oplossing die wordt voorgesteld binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de verzending van de ingebrekestelling, de afnemer beschouwd zal worden als een wanbetaler en dat bij hem ambtshalve een budgetmeter zal worden geplaatst."

Art. 18. § 5 van artikel 31 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« § 5. De minister bepaalt de plaatsingsprocedure van de budgetmeter. De plaatsingstermijn mag niet meer bedragen dan veertig dagen volgend op de datum van ontvangst van de in § 1 bedoelde vordering,

De overschrijding van die termijn leidt, meer bepaald, tot de opschorting van het leveringscontract en tot de tijdelijke vervanging tijdens die opschorting van de leverancier door de netbeheerder. »

Art. 19. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° in § 1 worden de woorden "binnen de vijftien dagen" vervangen door de volgende woorden "binnen de veertig dagen";

2° § 3 wordt vervangen door de volgende paragraaf :

« § 3. De Minister bepaalt de activeringsprocedure van de voorafbetalingsfunctie. De activeringstermijn mag niet meer bedragen dan veertig dagen volgend op de datum van ontvangst van de in § 1 bedoelde vordering. »

Art. 20. In artikel 37 van hetzelfde besluit wordt de volgende zin toegevoegd *in fine* :

« De leverancier die de plaatsing van een budgetmeter of de activering van een voorafbetalingsfunctie heeft gevraagd, is verplicht om zijn vraag te annuleren in geval van aanzuivering van de schuld van de residentiële afnemer. De Minister bepaalt de toepassingsmodaliteiten van de annulering van de vraag naar de plaatsing van de budgetmeter en de activering van de voorafbetalingsfunctie. »

Art. 21. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een afdeling *3bis* toegevoegd, die luidt als volgt :

« Afdeling *3bis*. — Tijdelijke levering tijdens de winterperiode aan de niet beschermde residentiële afnemer van wie het contract werd opgezegd of verstrijkt tijdens diezelfde periode ».

Art. 22. In de nieuwe afdeling *3bis* van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt artikel *37bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *27bis*. De netbeheerder is verplicht om tijdens de periode waarin onderbreking van elektriciteitslevering verboden is zoals bedoeld in artikel 46, § 2, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, tijdelijk de elektriciteitsvoorziening te verzekeren van de niet beschermde residentiële afnemer, van wie het contract is opgezegd of verstrijkt tijdens diezelfde periode en die, na de beëindiging van het contract of van de opzeggingstermijn, geen contract heeft getekend met een nieuwe leverancier.

De leverancier brengt daartoe de netbeheerder op de hoogte van de in lid 1 bedoelde situatie, overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement inzake het beheer van de distributienetten betreffende de informatie-uitwisseling.

De elektriciteitslevering aan de niet beschermde residentiële afnemer door de netbeheerder geschiedt overeenkomstig het tarief bedoeld in het ministerieel besluit van 1 juni 2004 tot vaststelling van de maximumprijzen voor de levering van elektriciteit door de netbeheerders aan eindafnemers van wie het leveringscontract werd opgezegd door de leverancier, en die niet kunnen worden beschouwd als beschermde residentiële afnemers die over een laag inkomen beschikken of zich in een onzekere situatie bevinden in de betekenis van artikel 20, § 2, van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt.

Vijftien dagen vóór het einde van de periode waarin de onderbreking van de elektriciteitslevering verboden is, brengt de netbeheerder de afnemer schriftelijk op de hoogte van het belang dat hij heeft bij het sluiten van een leveringscontract uiterlijk binnen de zestig werkdagen volgend op het einde van de periode waarin de onderbreking van de elektriciteitslevering verboden is. Die brief vermeldt dat bij het niet sluiten van een leveringscontract zal worden overgegaan tot de opschorting van de elektriciteitslevering. »

Art. 23. Artikel 43 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° in § 1 worden de volgende punten toegevoegd :

« 14° het aantal aanvragen gericht aan de dienst klantenbeheer zoals bedoeld in artikel 7, § 1, 15°;

15° de gemiddelde oplossingstermijn van de vragen gericht aan de dienst klantenbeheer zoals bedoeld in artikel 7, § 1, 15°»

2° Punt 14° van § 1 wordt punt 16°;

3° in punt 1° van § 3 worden de woorden "in de federale betekenis en in de gewestelijke betekenis" toegevoegd *in fine*

4° in punt 4° van § 3 worden de volgende woorden "per gemeente" toegevoegd na de woorden "het aantal aanhangigmakingen";

5° punt 5° wordt toegevoegd *in fine* en luidt als volgt :

" 5° het aantal afnemers dat niet heeft betaald, met een onderscheid tussen de beschermde afnemers in de betekenis van de federale reglementering en de beschermde afnemers in de betekenis van de Waalse reglementering, en de niet beschermde afnemers"; »

HOOFDSTUK II. — *Bepalingen tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt*

Art. 24. Artikel 2, 7^o van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt wordt als volgt vervangen :

« 7^o "technisch reglement voor het beheer van de distributienetten" : het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2007 betreffende het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten van gas in het Waalse Gewest en de toegang daartoe ».

Art. 25. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art.3. De leverancier is verplicht om binnen de tien werkdagen te antwoorden op elke leveringsaanvraag ingediend door een afnemer en hem een voorstel van leveringscontract over te leggen.

Als het gaat om een residentiële afnemer, bevat het contractvoorstel minstens :

1^o de bepalingen betreffende de beschermde afnemers;

2^o de bepalingen betreffende de budgetmeter met of zonder vermogensbegrenzer;

3^o de procedure in geval van wanbetaling;

4^o de na te leven procedure tot inlichting in geval van verhuizing, waaronder, met name, het gebruik van het verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, het formulier opgesteld door de CWaPE; »

Art. 26. Bij hetzelfde besluit wordt een artikel *3bis* toegevoegd dat luidt als volgt :

« Art. *3bis*. In geval van verhuizing wordt de levering door de leverancier met wie de afnemer een contract heeft afgesloten, of, desgevallend, die welke verzekerd wordt door de aangestelde leverancier, voortgezet op het nieuwe adres van de afnemer volgens dezelfde voorwaarden.

Die voortzetting van levering is niet van toepassing in de volgende gevallen :

1^o indien de afnemer het leveringscontract opzegt, te rekenen vanaf de datum van de verhuizing;

2^o indien de afnemer een contract afsluit met een andere leverancier, te rekenen vanaf de datum van de verhuizing

3^o indien de afnemer naar het buitenland of naar een ander Gewest verhuist;

4^o indien de afnemer verhuist naar het adres van een andere afnemer die reeds een leveringscontract heeft gesloten. »

Art. 27. er wordt een punt "m)" toegevoegd aan artikel 4 § 1 van hetzelfde besluit, dat luidt als volgt :

"m) de na te leven procedure tot inlichting in geval van verhuizing, het telefoonnummer, het postadres en het elektronische adres om de dienst van de leverancier te kunnen contacteren die speciaal belast is met de verhuisprocedures. Via die contactmiddelen kan de afnemer een kopie verkrijgen van het verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE"

Art. 28. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1^o Lid 3 van § 1 van artikel 6 wordt als volgt aangevuld : "Het in acht nemen van die risico's kan slechts geschieden via het instellen van een bankwaarborg of van een andere waarborg. Het door de leverancier gevraagde bedrag mag niet meer bedragen dan drie maanden gemiddeld verbruik per jaar dat overeenstemt met de afnemerscategorie waartoe de betrokken residentiële afnemer behoort.

Er mag geen enkele bankwaarborg, of ander waarborg, opgelegd worden, zowel door de aangestelde leverancier als door de gekozen leverancier, tijdens de uitvoering van een contract."

Art. 29. Artikel *6bis* wordt toegevoegd aan datzelfde besluit en luidt als volgt :

« Art.*6bis*. In geval van verhuizing blijft de leverancier belast met het betrokken toegangspunt tot dertig kalenderdagen na zijn aanvraag zoals bedoeld in artikel *23bis*, lid 1; »

Art. 30. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o De volgende punten worden toegevoegd aan § 1, *in fine* :

« 13^o de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd. Die termijn mag niet meer bedragen dan tien werkdagen. Het met reden omklede antwoord moet ten minste vermelden of de vraag al dan niet gegrond is of indien die verder moet worden onderzocht;

14^o het telefoonnummer, het postadres en het elektronische adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE. »;

2^o De volgende punten worden toegevoegd aan § 2, *in fine* :

« 7^o de contactmiddelen (telefoon, elektronisch adres, fax,...) van de dienst klantenbeheer alsook de termijn waarbinnen een antwoord wordt gegeven op elke vraag die door de afnemer wordt geformuleerd. Die termijn mag niet meer bedragen dan tien werkdagen. Het met reden omklede antwoord moet ten minste vermelden of de vraag al dan niet gegrond is of indien die verder moet worden onderzocht.

8^o het telefoonnummer, het postadres en het elektronische adres van de dienst van de leverancier die speciaal belast is met de verhuisprocedures, via dewelke de afnemer de informatie kan verkrijgen betreffende de verhuisprocedure, alsook een kopie van een verhuisformulier aanbevolen door de leverancier en gevalideerd door de CWaPE, of, bij ontstentenis daarvan, van dat opgesteld door de CWaPE. »;

3^o de volgende paragrafen worden toegevoegd *in fine* :

« § 3. Minstens één maal per jaar maakt de leverancier voor elke eindafnemer een regularisatiefactuur. Die factuur moet gemaakt worden uiterlijk binnen de zestig dagen volgend op de uiterlijke datum waarop de gegevens betreffende de meteropname uitgevoerd door de netbeheerder en voorzien in het technische reglement voor het beheer van de distributienetten, aan de leverancier werden overgemaakt.

Voor de afnemers met een actieve budgetmeter is de netbeheerder gehouden, in geval van geraamde indexen, om die aan te passen op basis van de laatste index die bekend is bij het opladen van de kaart van de budgetmeter.

In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde geschieden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de regularisatiefactuur.

§ 4. Wanneer een eind wordt gemaakt aan het leveringscontract door één van de partijen, moet een eindfactuur worden gemaakt door de leverancier binnen de zestig dagen volgend op de datum van mededeling van de meterstand die door de netbeheerder op vraag van de leverancier wordt overgemaakt. In geval van een regularisatie ten voordele van de afnemer zal de terugbetaling van het te veel geïnde geschieden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de eindfactuur.

Ingeval een bankwaarborg of een andere waarborg in de zin van artikel 6, lid 3, door de afnemer werd ingesteld bij de aanvang van het contract en indien het totale verbruik werd betaald door de afnemer op het ogenblik van het beëindigen van zijn contract, moet de genoemde waarborg vrijgemaakt worden binnen de dertig dagen volgend op de datum van de eindfactuur. »

Art. 31. Bij datzelfde besluit wordt een artikel *8bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. *8bis*. De leveranciers zijn verplicht om een telefonisch contactpunt te voorzien alsook een elektronisch adres dat enkel toegankelijk is voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van hun opdrachten.

Art. 32. Er wordt een nieuw artikel *10bis* toegevoegd aan afdeling 1 van hoofdstuk II van hetzelfde besluit, dat luidt als volgt :

« Art. *10bis*. De leverancier is gehouden een opzeggingstermijn van minstens twee maanden na te leven om het contract van onbepaalde duur op te zeggen of om zich te verzetten tegen de stilzwijgende verlenging van een contract van bepaalde duur van residentiële afnemers. »

Art. 33. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

1° punt 1° van lid 1 wordt als volgt vervangen : "1° om bij de in artikel 7 bedoelde facturen elk document af te drukken of te verspreiden dat door de Minister wordt voorgeschreven betreffende het rationeel energieverbruik of de liberalisatie van de energiemarkt. In dat laatste geval wordt het document opgesteld op voordracht of na advies van de CWaPE en in alle gevallen na overleg met de leveranciers en de beheerders van distributienetten.";

2° lid 2 wordt opgeheven.

Art. 34. In artikel 17, § 1, lid 1 van hetzelfde besluit worden de woorden "dertig dagen" vervangen door de woorden "veertig dagen".

Art. 35. Bij dit artikel wordt een artikel *20bis* toegevoegd dat luidt als volgt :

« Art. *20bis*. De beheerders van distributienetten zijn verplicht om een telefonisch contactpunt te voorzien alsook een elektronisch adres dat enkel toegankelijk is voor de openbare centra voor maatschappelijk welzijn in het kader van hun opdrachten..

Art. 36. De volgende woord "Onverminderd artikel *23bis*," zijn toegevoegd aan het begin van lid 2 van artikel 23 van hetzelfde besluit.

Art. 37. In hetzelfde besluit wordt een artikel *23bis* toegevoegd, dat luidt als volgt :

« Artikel *23bis*. Wanneer de netbeheerder door een leverancier wordt ingelicht overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten betreffende de informatie-uitwisseling, dat omwille van de verhuizing van één van zijn afnemers, die leverancier niet meer moet ingeschreven worden als leverancier van het betrokken toegangspunt, en op voorwaarde dat die netbeheerder over geen enkele informatie beschikt betreffende de inschrijving van een nieuwe leverancier van datzelfde toegangspunt, is de netbeheerder verplicht om schriftelijk contact op te nemen met de nieuwe gebruiker van het toegangspunt van het distributienet of met de eigenaar van het gebouw binnen de vijf werkdagen teneinde de nieuwe leverancier van dat toegangspunt te bepalen.

Indien de nieuwe gebruiker van het toegangspunt of de eigenaar van het gebouw waar het toegangspunt zich bevindt, beschikt over een leveringscontract of indien hij voorzien wordt door een aangestelde leverancier, wordt hij door de netbeheerder verzocht om zijn huidige leverancier op de hoogte te brengen van zijn verhuizing.

Indien de nieuwe gebruiker van het toegangspunt of de eigenaar van het gebouw niet over een leveringscontract beschikt, wordt hij door de netbeheerder verzocht om een leveringscontract te sluiten met een leverancier binnen de tien kalenderdagen.

Indien de nieuwe gebruiker van het toegangspunt of de eigenaar van het gebouw geen gevolg geeft aan de vraag van de netbeheerder binnen de bovenvermelde termijn van tien kalenderdagen, start de netbeheerder een regularisatieprocedure.

De Minister bepaalt de modaliteiten van die regularisatieprocedure.

Indien na de regularisatieprocedure geen leverancier werd ingeschreven voor het betrokken toegangspunt, gaat de netbeheerder over tot de opschorting van de gaslevering, volgens de door de Minister bepaalde modaliteiten.

Vanaf de 31e dag volgend op de vraag van de leverancier betreffende de opheffing van zijn inschrijving op het betrokken toegangspunt, is de netbeheerder verplicht om in te staan voor de voeding van het toegangspunt tot het einde van de regularisatieprocedure. »

Art. 38. Punt 1 van lid 1 van artikel 29 bis wordt vervangen door hetgeen volgt : « 1° elk door de Minister aangegeven document af te drukken en in omloop te brengen i.v.m. rationeel energiegebruik of de vrijmaking van de energiemarkt. In dit laatste geval wordt het document opgesteld op voorstel of na advies van de CWaPE en in ieder geval na overleg met de leveranciers en de distributienetbeheerders. »

Art. 39. § 1. Artikel 31 van datzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° lid 1 van § 1 wordt aangevuld als volgt : "De leverancier bevestigt binnen de vijf werkdagen de ontvangst van het schrijven. Deze ontvangsbevestiging vermeldt of de levering al dan niet tegen het specifieke sociaal tarief wordt verzekerd.";

2°. Een als volgt opgestelde § 4 wordt in *fine* toegevoegd :

« § 4. De distributienetbeheerder verzoekt de door de beheerder bevoorradete klant die zijn statuut van beschermd afnemer verliest, binnen de twee maanden een contract met een leverancier te sluiten. Is de klant bij het verstrijken van deze termijn niet in het bezit van een contract dan kan de netbeheerder bij de Commissie een gemotiveerde aanvraag tot onderbreking van de gaslevering indienen. »

Art. 40. Artikel 33 van datzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

« 1° onder lid 1, 4° worden de woorden "de leverancier stuurt hem aangetekend een ingebrekestelling" opgeheven;

2° lid 2 wordt vervangen door het volgende lid : « De leverancier richt aan de afnemer, door middel van een aangetekende brief, een ingebrekestelling die preciseerd dat bij ontstentenis van een oplossing die wordt voorgesteld binnen een termijn van vijftien dagen volgend op de verzending van de ingebrekestelling, de afnemer beschouwd zal worden als een wanbetaler. »

Art. 41. § 6 van artikel 34 van hetzelfde besluit wordt door volgende paragraaf vervangen :

« § 6. De Minister legt de procedure voor het plaatsen van de budgetmeter vast. De termijn voor het plaatsen mag niet meer bedragen dan veertig dagen volgend op de datum van ontvangst van de onder § 1 beoogde aanvraag.

Het overschrijden van deze termijn leidt meer bepaald tot de opschorting van het leveringscontract en tot het feit dat de distributienetbeheerder tijdens deze opschorting door de tijdelijke leverancier wordt vervangen. »

Art. 42. Artikel 35 van datzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° onder § 1, worden de woorden "binnen de vijftien dagen" door de woorden "binnen de veertig dagen" vervangen;

2° § 4 wordt door de volgende paragraaf vervangen :

« § 4. De Minister bepaalt de procedure tot activering van de voorafbetalingsfunctie. De activering mag niet later vallen dan veertig dagen na de datum van ontvangst van de onder § 1 beoogde aanvraag. »

Art. 43. Aan artikel 39 van hetzelfde besluit wordt volgende zin *in fine* toegevoegd :

« De leverancier die de plaatsing van een budgetmeter of de activering van de voorafbetalingsfunctie heeft aangevraagd, dient zijn aanvraag te annuleren zodra de residentiële klant zijn schuld heeft vereffend. De Minister bepaalt de toepassingsmodaliteiten voor het annuleren van de aanvraag tot plaatsing van de budgetmeter en activering van de voorafbetalingsfunctie. »

Art. 44. Onder artikel 40, 1e lid van hetzelfde besluit worden de woorden "15 november" vervangen door de woorden "1 november".

Art. 45. In hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een nieuwe afdeling 3 ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Afdeling 3bis. — Tijdelijke levering tijdens de winterperiode aan de niet-beschermde residentiële klant van wie het contract werd ontbonden of tijdens diezelfde periode het einde van de looptijd heeft bereikt. »

Art. 46. In de nieuwe afdeling 3bis van Hoofdstuk IV van hetzelfde besluit wordt een artikel 40bis ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Art. 40bis. De distributienetbeheerder moet tijdens de onder artikel 40 beoogde periode waarin onderbreking van levering verboden is, tijdelijk de gaslevering verzekeren aan de niet-beschermde residentiële klant van wie het contract werd ontbonden of het einde van de looptijd heeft bereikt, of die aan het einde van het contract of de ontbindingstermijn geen contract met een nieuwe leverancier heeft gesloten.

Overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten met betrekking tot de uitwisseling van informatie brengt de leverancier de distributienetbeheerder op de hoogte van de onder lid 1 bedoelde situatie.

De gaslevering aan de residentiële niet-beschermde klant door de distributienetbeheerder gebeurt overeenkomstig het tarief beoogd door het ministerieel besluit van 15 februari 2005 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van aardgas door de distributieondernemingen aan de eindafnemers wier leveringscontract werd opgezegd door hun leverancier en die niet als residentieel beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie in de zin van artikel 15/10, § 2, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen kunnen worden beschouwd.

Vijftien dagen vóór het door artikel 40 beoogde einde van de periode waarin onderbreking van de levering is verboden, brengt de distributienetbeheerder de klant per brief op de hoogte van het belang om uiterlijk binnen de zestig dagen volgend op het einde van de periode waarin onderbreking van de levering is verboden een leveringscontract te sluiten. Deze brief wijst de klant erop dat gaslevering wordt onderbroken wanneer hij nalaat een leveringscontract te sluiten. »

Art. 47. Artikel 42 van datzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

1° onder § 1 worden na punt 9° de volgende punten toegevoegd :

"10° het aantal aanvragen gericht aan de dienst klantenbeheer beoogd onder artikel 7, § 1, 13°;

11° de gemiddelde termijn voor annulering van de aanvragen gericht aan de dienst klantenbeheer beoogd onder artikel 7, § 1, 13°;

2° Punt 10° van § 1 wordt bijgevolg punt 12° :

3° onder punt 1° van § 2 worden de woorden "in federale zin en in gewestelijke zin" *in fine* toegevoegd

4° § 2 wordt met de volgende punten aangevuld :

"3° het aantal aanhangigmakingen bij de Commissie, per gemeente, en het type beslissing dat deze trof.

4° het aantal wanbetalers, met een onderscheid naar beschermde klanten in de zin van de federale reglementering, beschermde klanten in de zin van de Waalse reglementering en niet-beschermde klanten;

5° elk ander geaggregeerd gegeven bepaald door de "CWaPE".

Art. 48. Artikel 44 van diezelfde wet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 44. § 1. De bepalingen van afdeling 3 van hoofdstuk IV van voorliggend besluit treden in werking op 1 augustus 2008 voor alle residentiële klanten die vanaf deze datum tot wanbetalers werden verklaard.

§ 2. In afwijking van artikel 34, § 6 dienen de budgetmeters voor alle residentiële klanten die in toepassing van artikel 45, § 3 en 4 tijdelijk door de netbeheerder worden bevoorraad, uiterlijk op 31 oktober 2009 te zijn geplaatst.

Daartoe gaat de distributienetbeheerder, voor het eerst op 15 april 2008, over tot de maandelijkse opstelling en overhandiging aan de CWaPE van een verslag waarin volgende elementen worden toegelicht :

— het aantal ingediende aanvragen tot plaatsing van budgetmeters tijdens de maand voorafgaand aan de datum van bedoeld verslag;

— het gecumuleerde aantal aanvragen tot plaatsing van budgetmeters;

— het aantal plaatsingen tijdens de maand voorafgaand aan de datum van bedoeld verslag;

— de planning en de aangewende middelen om aan de plaatsingsaanvragen tegemoet te komen;

— de resorptievooruitzichten van het aantal klanten dat op de plaatsing van een budgetmeter wacht.

Na 1 augustus 2008 onderscheidt dit verslag ook de plaatsingsmodaliteiten van budgetmeters voor klanten die na deze datum wanbetaler werden verklaard.

De CWaPE gaat na of de gegevens van voornoemd rapport toelaten de vervalddag bedoeld in lid 1 na te leven. De CWaPE maakt binnen de maand volgend op de overhandiging van het eerste verslag een advies over aan de Minister. Vervolgens houdt de Commissie de Minister iedere maand op de hoogte van de vooruitgang bij het plaatsen van de budgetmeters.

Art. 49. Artikel 45 van datzelfde besluit wordt als volgt vervangen :

« Art. 45. § 1. Onderhavig artikel blijft van toepassing tot de bepalingen van afdeling III van hoofdstuk IV in voege treden. Vanaf 1 augustus 2008 en tot aan de werkelijke plaatsing van de budgetmeter blijft voorliggende bepaling van kracht voor de klanten die vóór 1 augustus 2008 wanbetaler werden verklaard.

§ 2. Overeenkomstig artikel 9 van het decreet blijft de distributienetbeheerder gerechtigd om de beschermde klant gas tegen het sociale tarief te leveren.

De beschermde klant richt daartoe een schriftelijke aanvraag tot de hem toegewezen distributienetbeheerder.

Vanaf de ontvangst van deze aanvraag en onverminderd de technische bepalingen voor het beheer van het distributienetwerk met betrekking tot de uitwisseling van informatie, dient de beheerder van bedoeld netwerk de beschermde klant tegen het sociaal tarief te bevoorraden.

§ 3. De leverancier brengt, overeenkomstig de technische bepalingen voor het beheer van het distributienetwerk met betrekking tot de uitwisseling van informatie en zodra een beschermde klant wanbetaler werd verklaard, de netbeheerder op de hoogte van de situatie van wanbetaling waarin de beschermde klant verkeert. De uitwisseling van informatie houdt meer bepaald in dat de leverancier de netbeheerder het bewijs bezorgt dat de klant het statuut van beschermde klant geniet.

De distributienetbeheerder bevoorradt de beschermde klant zodra hij de onder lid 1 van voorliggende paragraaf bedoelde informatie ontvangt.

De factuur van de distributienetbeheerder aan de klant vermeldt volgende gegevens :

1° de uiterste betalingsdatum die minstens vijftien dagen moet bedragen, evenals de gegevens van de dienst bevoegd voor het opstellen van een betalingsplan;

2° de mogelijkheid om beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkend schuldbemiddelaar, evenals de gegevens van deze organismen;

3° de gevolgde procedure als de klant geen oplossing aanbrengt voor de betaling van de betreffende factuur; deze procedure voorziet de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de Commissie.

De distributienetbeheerder stuurt de klant die de factuur op de voorziene vervaldatum niet heeft betaald, een herinnering die minstens volgende gegevens vermeldt :

1° de nieuwe uiterste betalingsdatum, die minstens tien dagen moet bedragen, evenals de gegevens van de dienst bevoegd voor het opstellen van een betalingsplan;

2° de mogelijkheid om beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkend schuldbemiddelaar, evenals de gegevens van deze organismen;

3° de gevolgde procedure als de klant geen oplossing aanbrengt voor de betaling van de betreffende factuur; deze procedure voorziet de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de Commissie.

De distributienetbeheerder stuurt de klant die op de uiterste datum voorzien onder lid 4, 1°, verzuimt het factuurbedrag te betalen of nalaat een betalingsplan met de bevoegde dienst van de distributienetbeheerder overeen te komen een ingebrekestelling.

In deze brief wordt de klant erop gewezen dat het dossier bij gebrek aan een oplossing binnen de vijftien dagen na het toesturen van de ingebrekestelling bij de Commissie aanhangig wordt gemaakt.

Zonder kennis te hebben gekregen van de beslissing tot opschorting van de gaslevering door de Commissie mag de distributienetbeheerder de gaslevering aan de beschermde klant niet opschorten.

§ 4. Het contract met de leverancier wordt opgeschort wanneer een niet-beschermde residentiële klant wanbetaler wordt verklaard.

Bij vaststelling van niet-betaling bezorgt de leverancier de klant een door de CWaPE goedgekeurde brief die de procedure bij niet-betaling in afwachting van de werkelijke plaatsing van de budgetmeter toelicht. Daarnaast waarschuwt de leverancier gelijktijdig de distributienetbeheerder overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetten met betrekking tot de uitwisseling van informatie.

Deze contractopschorting kan ten vroegste vijftien werkdagen na het toesturen van deze informatie ingaan.

De brief die de leverancier aan de klant toestuurt, bevat minstens volgende gegevens :

1° de expliciete lijst van klanten die het statuut van beschermde klant kunnen genieten en de modellen of, desgevallend, de vermelding van de documenten die moeten worden ingediend om als beschermde klant te worden erkend;

2° de melding dat de leverancier de gegevens van de klant, behoudens verzet, binnen de tien dagen na het verzenden van de brief aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn overmaakt.

3° de melding dat het leveringscontract, in afwachting van de plaatsing van de budgetmeter, wordt opgeschort en dat de netbeheerder instaat voor de gaslevering overeenkomstig het tarief bedoeld in het ministerieel besluit van 15 februari 2005 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van aardgas door de distributieondernemingen aan de eindafnemers wier leveringscontract werd opgezegd door hun leverancier en die niet als residentieel beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie in de zin van artikel 15/10, § 2, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen kunnen worden beschouwd.

4° het feit dat het leveringscontract opnieuw en volgens dezelfde algemene voorwaarden van kracht wordt na plaatsing van de budgetmeter en nadat de klant de netbeheerder alle kosten verbonden met de gaslevering door deze laatste gedurende de opschorting van het contract heeft betaald;

De leverancier bezorgt de klant, op basis van de verbruiksindices die door de distributienetbeheerder werden overgemaakt een "tijdelijke" afsluitingsfactuur wegens opschorting van het contract.

Binnen een termijn van tien werkdagen na het toesturen van de onder lid 1 beoogde gegevens, bezorgt de distributienetbeheerder de klant een door de CWaPE goedgekeurde brief met de melding dat de distributienetbeheerder tot op de effectieve datum van de plaatsing van de budgetmeter en de integrale terugbetaling door de klant van alle kosten verbonden met de gasleverancier door de netbeheerder de gaslevering tijdelijk verzekert.

Deze brief meldt de klant ook dat de gaslevering door de distributienetbeheerder gebeurt overeenkomstig het tarief beoogd door het ministerieel besluit van 15 februari 2005 tot vaststelling van maximumprijzen voor de levering van aardgas door de distributieondernemingen aan de eindafnemers wier leveringscontract werd opgezegd door hun leverancier en die niet als residentieel beschermde klanten met een laag inkomen of in een kwetsbare situatie in de zin van artikel 15/10, § 2, van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen kunnen worden beschouwd.

De factuur van de distributienetbeheerder aan de klant vermeldt volgende gegevens :

1° de uiterste betalingsdatum die minstens vijftien dagen moet bedragen, evenals de gegevens van de dienst bevoegd voor het opstellen van een betalingsplan;

2° de mogelijkheid om beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkend schuldbemiddelaar, evenals de gegevens van deze organismen;

3° de gevolgde procedure als de klant geen oplossing aanbrengt voor de betaling van de betreffende factuur; deze procedure voorziet de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de commissie.

De distributienetbeheerder stuurt de klant die de factuur op de voorziene vervaldatum niet heeft betaald een herinnering die minstens volgende gegevens vermeldt :

1° de nieuwe uiterste betalingsdatum, die minstens tien dagen moet bedragen, evenals de gegevens van de dienst bevoegd voor het opstellen van een betalingsplan;

2° de mogelijkheid om beroep te doen op het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of op een erkend schuldbemiddelaar, evenals de gegevens van deze organismen;

3° de gevolgde procedure als de klant geen oplossing aanbrengt voor de betaling van de betreffende factuur; deze procedure voorziet de mogelijkheid om beroep aan te tekenen bij de Commissie.

De distributienetbeheerder stuurt de klant die op de uiterste datum voorzien onder 1° van het voorgaande lid nalaat het factuurbedrag te betalen of verzuimt een betalingsplan met de bevoegde dienst van de distributienetbeheerder overeen te komen een ingebrekestelling.

Hierin wordt de klant erop gewezen dat het dossier bij gebrek aan een oplossing binnen de vijftien dagen na het toesturen van de ingebrekestelling bij de Commissie aanhangig wordt gemaakt.

Zonder kennis te hebben gekregen van de beslissing tot opschorting van de gaslevering door de Commissie mag de distributienetbeheerder de gaslevering aan de klant niet opschorten. De beslissing tot opschorting van de commissie leidt automatisch tot de ontbinding van het leveringscontract.

§ 5. Na plaatsing van de budgetmeter bij de klant van wie het contract werd opgeschort conform § 4 kan zijn eventuele schuld bij de netbeheerder verbonden met de tijdelijke gaslevering worden gec recupereerd door de geparametreerde kWh prijs in de budgetmeter te verhogen met 30 % .

De netbeheerder brengt na aanzuivering van de schuld bij de netbeheerder zowel de klant als de leverancier schriftelijk op de hoogte overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement voor het beheer van de distributienetwerken met betrekking tot de uitwisseling van informatie. Bij deze uitwisseling van informatie deelt de distributienetbeheerder meer bepaald de meterstand van het verbruik door de klant mee.

De opschorting van het leveringscontract beoogd onder lid 1 van § 4 neemt een einde en het contract wordt vijftien dagen na deze mededeling volgens dezelfde algemene voorwaarden opnieuw verplicht van kracht.

§ 6. Wordt het contract voor de gaslevering van een niet-beschermde residentiële klant ontbonden voor een andere reden dan wanbetaling of loopt het contract tijdens de periode waarin onderbreking van levering beoogd onder § 7 van voorliggend artikel is verboden ten einde en heeft bedoelde klant aan het einde van de contractduur of van de ontbindingstermijn geen contract bij een nieuwe leverancier gesloten, dan is de distributienetbeheerder conform artikel 32, 2°, van het decreet gelast deze klant te bevoorraden.

Hiertoe waarschuwt de leverancier de distributienetbeheerder overeenkomstig de bepalingen van het technisch reglement van de distributienetten met betrekking tot de uitwisseling van informatie.

Vijftien werkdagen vóór het door § 7 van voorliggend artikel bedoelde einde van de periode waarin onderbreking van de levering is verboden, brengt de distributienetbeheerder de klant per brief op de hoogte van het belang om uiterlijk binnen de zestig werkdagen volgend op het einde van de periode waarin onderbreking van de levering is verboden een leveringscontract bedoeld onder § 7 van voorliggend artikel te sluiten. Deze brief wijst de klant erop dat er bij het niet sluiten van een leveringscontract tot onderbreking van de gaslevering wordt overgegaan.

§ 7. De gaslevering mag tussen 1 november en 15 maart in geen geval worden onderbroken. De Minister kan deze periode verlengen wanneer bijzondere klimaatomstandigheden dit rechtvaardigen.

De leveringen geboekt tijdens de periode van 1 november tot 15 maart blijven ten laste van de klant.

Art. 50. In ditzelfde besluit wordt een artikel *45bis* ingelast dat als volgt wordt geformuleerd :

« Art. *45bis*. De onder artikel 45, §§ 4 en 5 beoogde procedure geldt voor niet-beschermde residentiële klanten die wanbetaler werden verklaard tijdens de periode dat de onderbreking van de levering is verboden bedoeld onder artikel 45, § 5, van datzelfde besluit vóór de wijziging ervan door voorliggend besluit dat van kracht werd op 15 november 2007 en op de klanten die vóór deze periode wanbetaler werden verklaard en van wie de distributienetbeheerder de levering voor 15 november 2007 niet heeft kunnen opschorten.

De onder artikel 45, § 6 beoogde procedure is van toepassing op niet-beschermde residentiële klanten wier leveringscontract werd ontbonden, voor een andere reden dan wanbetaling, of wier contract de vervaldatum bereikte tijdens de periode waarin de opschorting van de levering is verboden bedoeld onder artikel 45, § 5, van datzelfde besluit vóór de wijziging ervan door voorliggend besluit dat van kracht werd op 15 november 2007.

Art. 51. In ditzelfde besluit wordt een artikel *45ter* ingelast dat als volgt wordt geformuleerd :

« Art. *45ter*. De klanten wier gaslevering tussen 15 maart en 1 augustus 2008 werd onderbroken kunnen bij de netbeheerder de plaatsing van een budgetmeter aanvragen. Het aandeel van de klant in de kostprijs van de budgetmeter mag in dit verband niet meer bedragen dan het geïndexeerde bedrag van 150 EUR, BTW inbegrepen. »

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke Commissie die adviseert over onderbrekingen.*

Art. 52. De voorlaatste zin van lid 3 van artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 houdende de plaatselijke Commissie die adviseert over onderbrekingen wordt als volgt vervangen : "de voorzitter bepaalt de procedure en staat de klant toe te worden gehoord en zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze.";

Art. 53. Artikel *6bis* van datzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1° de voorlaatste zin van lid 4 wordt als volgt gewijzigd : "De voorzitter bepaalt de procedure en staat de klant toe te worden gehoord en zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze";

2° in de littera 4 en 6 worden de woorden "beschermd bij wanbetaling" geschrapt;

3° in lid 7 wordt het woord "beschermd" geschrapt.

Art. 54. Aan artikel *6quater* worden de volgende wijzigingen aangebracht :

« 2° in de §§ 1 en 2, littera 2, 3 en 4 van hetzelfde besluit wordt het woord "beschermd" geschrapt.

2° § 1 wordt als volgt aangevuld : "Komt de Commissie in toepassing van artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 houdende de openbare dienstverplichtingen in de gasmarkt bijeen, dan bepaalt de brief dat de beschermde klant met gas kan worden bevoorraad op voorwaarde dat zijn voorafbetalingskaart voldoende krediet bevat; verder vermeldt deze brief ook de plaatsen waar de kaart kan worden opgeladen. »

Art. 55. Ditzelfde besluit wordt aangevuld met een hoofdstuk V met de titel "Inzake de levering van elektriciteit en gas".

Art. 56. Onder het nieuwe hoofdstuk V van ditzelfde besluit wordt een artikel *6quinquies* ingelast dat als volgt luidt :

« Art. *6quinquies*. De Commissie komt bijeen telkens de distributienetbeheerder een aanvraag heeft ingediend krachtens de artikelen 27, § 4 van het besluit houdende de openbare dienstverplichtingen in de elektriciteitsmarkt en 31, § 4 van het besluit houdende de openbare dienstverplichtingen in de gasmarkt. Deze aanvraag dient schriftelijk te worden gericht aan de voorzitter van de commissie van de gemeente waar de klant is gedomicilieerd. Deze aanvraag wordt vergezeld van een rechtvaardigingsnota die bewijst dat de klant ter kennis bracht dat hij zijn statuut van beschermde klant verloor en binnen de door voormelde artikelen vereiste termijn geen contract met een leverancier sloot.

Binnen de tien werkdagen na de ontvangst van de aanvraag roept de voorzitter schriftelijk een vergadering van de commissie bijeen en voegt bij dit schrijven de aanvraag van de netbeheerder en de bijlagen bestemd voor de commissieleden. De oproepingsbrief en de bijlage worden binnen dezelfde termijn eveneens schriftelijk aan de beschermde klant overgemaakt. De voorzitter bepaalt de procedure en nodigt de klant uit gebruik te maken van zijn recht te worden gehoord en zich te laten bijstaan of vertegenwoordigen door de persoon van zijn keuze. De vergadering vindt binnen de dertig werkdagen na het aanhangig maken plaats.

Gelijktijdig en in de mate van het mogelijke neemt de maatschappelijke werker (werkster) inzake sociale energiebegeleiding zo spoedig mogelijk contact op met de betreffende klant.

Bevestigt de commissie dat de klant het statuut van beschermde klant verloor, dan formuleert de commissie een gunstig advies over de opschorting van de gas- of elektriciteitslevering door de distributienetbeheerder; die kan ten vroegste vijf dagen na de betekening van het advies van de Commissie ingaan. »

Art. 57. In ditzelfde besluit wordt een artikel *6sexies* ingelast dat als volgt wordt geformuleerd :

« Art. *6sexies*. Vormde de klant het voorwerp van een opschorting van de levering van elektriciteit of gas op basis van een gunstig advies van de Commissie en meent hij dat deze situatie niet langer is gerechtvaardigd, dan kan hij bij de distributienetbeheerder de heropening van zijn teller aanvragen.

Formuleert deze laatste binnen de vijf werkdagen na de aanvraag geen gunstig advies, dan kan de klant zich wenden tot de Commissie. Op straffe van onontvankelijkheid voegt de klant het advies van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn over de gegrondheid van zijn aanvraag tot heropening van de meter bij zijn aanvraag. Is het advies van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn bij de aanhangigmaking gunstig, dan roept de voorzitter de commissie bijeen volgens de samenroepingsprocedure voorzien onder onderhavig arrest.

Art. 58. Voorliggend arrest treedt op 15 juni 2008 in werking, met uitzondering van de artikelen 48 tot 51 die op 15 maart 2008 van kracht worden.

Namen, 28 februari 2008.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,
A. ANTOINE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 776

[2008/200739]

4 FEVRIER 2008. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, notamment les articles 6 et 7, telle que modifiée à ce jour;

Vu la loi spéciale du 13 juillet 2001 portant transfert de diverses compétences aux régions et communautés, notamment les articles 4 et 7;

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation, notamment l'article L1315-1;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, notamment l'article 40;

Vu l'arrêté ministériel du 25 mars 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale,

Arrête :

Article 1^{er}. La classification des comptes particuliers visée à l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2007 portant le règlement général de la comptabilité communale, qui figure en annexe 4 de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 25 mars 1994 modifiant l'arrêté ministériel du 30 octobre 1990 portant exécution de l'article 44 de l'arrêté royal du 2 août 1990 portant le règlement général de la comptabilité communale est remplacée par la classification fixée conformément à l'annexe du présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 février 2008.

Ph. COURARD